

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Les journaux du Front Populaire ne pourraient-ils pas expliquer le drame de Meknès autrement qu'en parlant de provocateurs ?

La formule est un peu usagée

La conférence méditerranéenne

## Le poker des impérialistes

La France et l'Angleterre se sont subitement alarmées de la piraterie en Méditerranée. Tant que les sous-marins italiens se sont contentés de couler des vaisseaux espagnols ou russes, même dans les eaux françaises, ces puissances fermaient les yeux, voire même applaudissaient intérieurement. Mais maintenant voici que le Duce se fait la main sur les navires anglais et français, alors rien ne va plus, « il faut mettre fin à la piraterie. »

Dans ce but une conférence des Etats méditerranéens va avoir lieu incessamment. Quel en sera le résultat ?... Notre camarade Lashortes dans son article démontre clairement que le prolétariat n'a rien à espérer de cette conférence pour le maintien de la paix.

Mais au moment où elle va s'ouvrir un grave incident vient de se produire. L'Italie vient de répondre par une fin de non-recevoir à une note de la Russie demandant réparations pour ses navires coulés par les sous-marins italiens.

Que va faire la Russie ? Mussolini une fois de plus a tempêté. Il menace de ne pas participer à la conférence, de rompre les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S., mais avant d'agir téléphone par téléphone, à Berlin et à Londres. La réponse anglaise ne s'est pas fait attendre. Anthony Eden l'a fait connaître : avec l'Italie ou sans, la conférence aura lieu et la sécurité des bateaux sera assurée. Depuis, Mussolini garde le silence. L'Italie participera.

Vaste partie de poker où chacun bluffe son adversaire, afin d'obtenir par le chantage le maximum de concessions. Bluff, chantage, qui permettent aux gouvernements de se livrer en toute tranquillité à la course aux armements.

Le prolétariat trompé par les partis politiques existants sans protestation, quand il n'y participe pas, à cette course aux armements. Où cela nous conduira-t-il ? A la catastrophe, à moins que la classe ouvrière ne reprenne conscience d'elle-même. Ce réveil n'est possible que par le triomphe de la révolution espagnole, qui aura sa répercussion dans les pays démocratiques et totalitaires. Assurer la victoire de nos amis de la C.N.T. et de la F.A.I. c'est travailler au maintien de la paix. R. F.

(Voir en page 4 l'article de Lashortes)

## Guerre larvée

# Grande Fête

AU PROFIT DES ORPHELINS D'ESPAGNE

GRANDE SALLE DE LA MUTUALITÉ

24, Rue Saint-Victor, 24

VENDREDI  
17 SEPTEMBRE  
à 20 heures 30

## UN PROGRAMME DE CHOIX

Marie DUBAS Raymond SOUPLEX  
GILLES et JULIEN  
Maurice ROSTAND  
Charles D'AVRAY  
Marysa FERRER, de l'Opéra  
Germaine BROULLIER, des Concerts Classiques  
Lorenzo VALLVERDU, baryton catalan  
JULIEN-VILLAIN, violoniste  
Emita MARTINEZ, danses espagnoles

Allocution  
de  
SEBASTIEN FAURE

Le fantaisiste CELMAS sera le speaker

Le Tirage de la Tombola se fera pendant le Spectacle

# Colonialisme = misère et mort

De nouveau, le sang des parias coloniaux souillé à la tuelle des colonialistes français a coulé en Afrique du Nord. Après la tuerie de Metlaoui en mars dernier, quinze autres cadavres d'indigènes viennent enrichir leur couronne sanglante.

« Ils demandaient de l'eau, on leur envoie du plomb. » L'Humanité qui le lendemain de ce massacre résumait ainsi fort justement ce drame peut bien maintenant faire chorus avec toute la presse bourgeoise et rejeter la responsabilité du crime sur les agissements des fascistes de Doriot et de la Rocque, il n'en reste pas moins que le grand responsable reste le colonialisme français et sa politique de terreur et de répression.

Que les fascistes utilisent et exploitent à des fins politiques le mécontentement des masses indigènes réduites à une misère indicible, cela est certain. Mais en quoi cela atténue-t-il la responsabilité du système qui a créé cette misère et qui n'a en rien su y remédier ?

Il y a un demi-siècle que la France a étendu sur la Tunisie sa tutelle « protectrice ». Résul-

tat : en 1937 les fellahs sont réduits par la plus atroce disette au rang des bêtes misérables. Quel nouveau La Bruyère décrira le sort de ces malheureux dont certains sont réduits à brouter l'herbe ? Beautés du colonialisme !

Il y a trente ans bientôt que nos « vaillantes armées » ont conquis le Maroc. Toute une smala de plumitifs ont exalté l'œuvre du grand « civilisateur » que fut Lyautey — celui qui disait qu'il fallait montrer la force « pour n'avoir pas à s'en servir ».

Et ces trente années de bienfaits aboutissent à ce que malgré les puissants moyens que pourrait mettre la technique moderne au service de l'urbanisme, toute une population est réduite à ce supplice terrible : le manque d'eau.

Le Temps dénonce les méfaits du syndicalisme et de « ces agitateurs qui ont prétendu verser la démocratie à pleins bords aux foules indigènes sans éducation ni formation préalables ». C'est évidemment plus facile d'accuser les agitateurs que de « verser à pleins bords » sinon la démocratie, du moins l'eau qui manque aux indigènes.

D'ailleurs le syndicalisme mis en cause par le Temps n'a pas eu une attitude tellement différente de celle des gens du Popu ou de l'Human déjouant les responsabilités sur les « provocateurs ». On en est encore à attendre de la C.G.T. la protestation énergique qui s'imposait.

Il semble que plus nous allons, plus s'accroît l'intégration de la classe ouvrière et de ses organismes dans les cadres de l'impérialisme et de la nation française.

Le colonialisme qui devait apporter le bien-être aux indigènes ne leur apporte que misère et mort.

Sous quelque gouvernement que ce soit, Front national ou Front populaire, la politique « française » demeure la même. La classe ouvrière française ne comprendra-t-elle pas qu'elle assume une lourde responsabilité morale en la couvrant de son apathie devant des faits aussi horribles ?



# La guerre et la révolution sociale

Je reviens, sans plus attendre, au Pacifisme « absolu » dont j'ai parlé la semaine dernière (1) et j'en poursuis l'étude.

J'ai dit que, si plein de séduction qu'il soit en raison des sentiments nobles et profondément humains auxquels il s'alimente, ce Pacifisme absolu présente de graves dangers, repose sur de mortelles erreurs et conduit à des résultats désastreux.

Je veux signaler, aujourd'hui, une de ces erreurs mortelles.

Elle consiste à ne vouloir, et par voie de conséquence, à ne pouvoir faire aucune distinction entre la Guerre qui met aux prises les travailleurs de deux ou plusieurs nations et celle qui dresse les uns contre les autres des hommes nés et vivant dans le même pays : les uns voulant renforcer l'esclavage et la misère du peuple ; les autres résolus à mettre fin à l'oppression politique et à l'exploitation économique dont le peuple souffre.

Car, le Pacifisme « absolu » interdit rigoureusement à ses adeptes de différencier la Guerre, ce qu'il est unanimement convenu d'entendre par « la Guerre propre-

ment dite » et le contenu véritable et précis de ce mot, de la Révolution Sociale de ce qu'il est unanimement convenu d'entendre par « la Révolution Sociale » et le contenu essentiel et exact de ce vocable.

Aucune différence, proclament ces apôtres de la « non-violence », puisque dans un cas comme dans l'autre, on se bat, on se tue, et nous ne voulons, nous, en aucun cas, nous battre, nous entretenir.

Et pourtant...

N'y a-t-il pas plus qu'une nuance, plus qu'une distinction, plus qu'une différence, mais une opposition presque totale entre la Guerre et la Révolution Sociale ?

Qu'en en juge (2).

\*\*\*

La Guerre arrache de gré ou de force, à son travail, à son foyer, à la Paix qui lui est chère, le travailleur (disons de France). Elle lui enjoint de s'armer et d'exterminer le plus possible d'ennemis.

Selon le temps et les circonstances, les ennemis sont des Anglais, des Allemands, des Italiens, des Marocains. Cela importe peu et même pas du tout.

Ces prétendus ennemis qu'il a le devoir moral et l'obligation matérielle de massacrer, le travailleur de France n'a rien à leur reprocher ; ils ne lui ont fait et ne lui font aucun mal ; il n'a à relever de leur part nul délit, il n'a aucune insulte à venger, aucune haine à assouvir, aucun intérêt personnel à défendre. Qu'il soit vainqueur ou vaincu, ce travailleur de France a tout à perdre et rien à gagner. En vain objectera-t-il qu'il ne connaît pas ceux qu'on lui fait un devoir de combattre avec frénésie ; on ne lui demande pas son avis ; on l'oblige, sous la menace des sanctions les plus sévères, à se battre contre des travailleurs comme lui, des ouvriers et des paysans victimes de la même exploitation que lui, courbés sous le même joug que lui, souffrant de la même oppression que lui ; donc, ses frères de misère et de servitude.

Vient la Révolution. Celle-ci dit au même travailleur : « Te laisseras-tu toujours tromper par les imposteurs de la politique et pressurer par les capitalistes ? Ta patience n'est-elle pas à bout ? L'occasion s'offre à toi et à tes compagnons, victimes comme toi d'une organisation sociale fondamentalement inique, de briser les chaînes et de devenir un homme libre. »

« Veux-tu ne plus être opprimé par l'Etat et exploité par le capitalisme ? Si oui, lève-toi, joins ton effort de libération à celui des opprimés et des exploités comme toi : tes frères, et, tous ensemble, d'un bras robuste, d'une volonté ferme, d'un cœur fervent, affranchissez-vous par la Révolution. Celle-ci t'appelle ; mais elle ne te contraint pas. A toi de décider ! »

Donc :

a) La guerre ne laisse à personne la faculté de « marcher » ou de « ne pas marcher » ; la révolution laisse à chacun l'entière liberté d'y prendre part ou de n'y point participer ;

(1) Voir, dans le précédent numéro du Libertaire, l'article ayant pour titre « Le Pacifisme absolu. »

(2) Je reproduis ici quelques passages d'une étude que j'ai écrite pour le « Combat pour la Paix » et que cet organe pacifiste a publiée en juillet 1933. (S. F.)

b) La guerre oblige à se battre des hommes qui ignorent pour quels motifs ils vont tuer ou être tués, car le combattant ne sait jamais quelles sont véritablement les origines et les fins de la guerre ; il ignore toujours les véritables intérêts qui sont en jeu, et si on demandait aux soldats pour qui et pour quoi ils font la guerre, aucun d'eux ne pourrait répondre à cette simple question. Le révolutionnaire, lui, connaît les origines du conflit et le but que vise la bataille à laquelle il participe. Il sait contre qui et pour qui, contre quoi et pour quoi il prend les armes ;

c) Le travailleur qui « fait la guerre » n'a rien à reprocher à l'ennemi qu'on lui ordonne d'assassiner ; il ne le connaît pas, il ne l'a jamais vu ; en conséquence, il n'a et ne peut avoir aucune haine contre lui, tandis que le révolutionnaire ne se décide à s'insurger contre l'Etat social qu'il veut détruire, que lorsqu'il est las d'être tenu en servitude par les gouvernants, lorsqu'il en a assez de subir l'exploitation des possédants ;

SEBASTIEN FAURE.

(Voir la suite en 3<sup>e</sup> page.)

## DERNIER APPEL Plus que 8 jours !

C'est dans la soirée du vendredi 17 septembre que sera fait, au Palais de la Mutualité, le tirage de notre tombola.

Le 17 septembre, c'est-à-dire DANS HUIT JOURS.

Ce tirage couronnera une fête magnifique à laquelle des artistes de choix prêteront leur gracieux et précieux concours.

On connaît la salle. Elle est immense. Il faut que, ce soir-là, elle soit archicomble et nous sommes certains qu'elle le sera, car nos amis de Paris et de la Banlieue se feront un devoir et s'offriront la joie d'y accourir en foule.

\*\*\*

Au château de Llénsa, demeure spacieuse et admirablement située, nous avons installé deux cents petits enfants que l'horrible guerre d'Espagne a tragiquement privés de leurs soutiens naturels.

Nous les avons adoptés ; ces deux cents garçonnets et fillettes sont devenus les enfants de notre grande famille anarchiste.

C'est une lourde charge. Mais le sens de la solidarité est si profond dans le cœur des libertaires. Il est capable de réaliser des prodiges et c'est un de ces prodiges que nous demandons à tous nos amis d'accomplir.

Tous connaissent le but de cette tombola : il s'agit d'assurer à nos enfants d'adoption tout ce que réclame le développement normal de leur corps, de leur cœur et de leur esprit.

Nous voulons que, en grandissant, ils deviennent beaux et robustes, qu'ils se sentent entourés de notre affectueuse et vigilante protection et qu'ils reçoivent une instruction solide.

Tout cela entraîne des dépenses considérables qui nécessitent des ressources proportionnées.

\*\*\*

Une fois de plus, chers compagnons, je me permets de m'adresser à vous et je vous dis :

« Si vous êtes en possession de carnets ou de billets dont vous n'avez pas encore réglé le montant, hâtez-vous de placer ceux qui vous restent et d'en faire parvenir l'argent au « Comité pour l'Espagne libre ». »

« Si vous n'avez pas de carnets, demandez-en TOUT DE SUITE, AUJOURD'HUI MEME. »

« Huit jours encore nous séparant du 17 septembre. Il suffira que chacun fasse l'effort dont il est capable, pour que nos deux cent mille billets soient vendus. Ils le seront... si vous le voulez et je suis certain que vous le voudrez. »

« Je fais appel à votre esprit de fraternelle solidarité et à la générosité de votre cœur et je sais que cet appel sera entendu et que vous y répondrez dans toute la mesure de vos possibilités. »

Rendez-vous, en masse, à la Mutualité, le vendredi 17 septembre.

SEBASTIEN FAURE.

# UNE BELLE SOIREE! UNE BONNE ACTION!



## Machinisme et pièces détachées

Certains camarades prévoient que nous allons vers un nouveau moyen âge, plein de guerre, de confusion, de barbarie.

Il nous semble plutôt que nous sortons du moyen âge et que nous sommes en train de voir se dresser un régime nouveau, basé sur une hiérarchie qui, pendant une période difficile à mesurer d'avance, va s'installer et nous dominer.

Le régime nouveau se manifeste déjà par la liquidation de tous les rêves, des utopies, des révolutionnaires, qui crurent — et qui croient — pouvoir forcer la marche de l'histoire par les facteurs humains, par l'intervention de ces éléments que l'on appelle la liberté, la solidarité, l'altruisme.

Le régime nouveau se manifeste aussi par le règne croissant des compétences, des diplômes et des spécialistes.

D'ailleurs l'industrie du pétrole — le pétrole — a-t-elle besoin de curieux ou de chercheurs ? Non, elle a besoin de techniciens pour la sonde et le forage. Et le trust de l'électricité — pas même l'électricité — a-t-il besoin de cerveaux qui sachent analyser les sentiments, démontrer les réactions humaines ? Pas du tout, il a besoin d'ingénieurs et de manœuvres.

Certes le vieux capitalisme, à l'époque où tout devait se découvrir, s'inventer, se créer, pouvait trouver utile les cerveaux indépendants, les « sauvages » ; c'étaient les beaux, reflets de la grande pagode.

Mais aujourd'hui finies les recherches et les aventures sans but rentable.

Le règne du cerveau vapeur commence.

..

Voilà un aspect du machinisme et de l'industrialisation que les ouvriers, les industriels — et nous le sommes tous plus ou moins — n'avaient pas prévu.

Le socialisme avait un bel allié, un grand-père auquel il pouvait s'accrocher, le progrès. Tout devait marcher à merveille, suivant un plan que les doctrinaires socialistes avaient établi suivant la science — leur science — Cela tenait en quelques formules faciles à retenir et à expliquer. Concentration industrielle, prolétariat nombreux, lutte de classe, solidarité ouvrière, contradictions économiques, et enfin l'apothéose, la liberté égalité, fraternité s'installant à la place toute chaude du capitalisme à gros cigare.

Il y a eu des variantes — de taille — les successeurs des milliardaires ne fument pas toujours des gros cigares, mais leur poigne est solide. Pour s'en convaincre il suffit de regarder l'avenir : la Russie Soviétique.

Le beau dessin de Steinlen qui représentait l'Eglise romaine comme une immense toile d'araignée vaudrait pour l'appareil soviétique : il suffirait de remplacer le veau d'or par une centrale électrique et de mettre des fils d'acier à la place des fils d'araignée.

La puissance de Rome permet encore une certaine liberté à ses serviteurs ; quand la revue des R. P. Dominicains « Sept » est supprimée pour son « gauchisme » les rédacteurs vont faire une cure dans un cloître quelconque, mais l'appareil du Komintern fonctionne mieux et la souplesse de la répression réside dans la gâchette des Cofis.

Avec la différence encore qu'il n'y a plus de bon Dieu à solliciter et que tous les mobiles sont strictement matériels, toutes les satisfactions mentales à la mesure de sous-officiers.

..

Car enfin, à de rares exceptions près, ce matériel de fonctionnaires, ces pièces détachées de la mécanique russe, ces valets attachés aux lavabos diplomatiques ou aux bidets de la propagande pour combien et dans quel but travaillent-ils ?

Ici, la plupart gagnent 1.200, 1.500, 2.000 francs par mois. Ce n'est pas l'abondance. Pourtant, pour éviter la perte de cette pâte, ils sont prêts à toutes les bassesses, tous les reniements, exclus, renvoyés, mis à l'index par le P. C. Ils seraient sur la paille — C'est un argument. Mais aussi il y a — élément psychologique qui contient toute l'époque nouvelle — le fait d'appartenir à l'appareil. Se faire applaudir par quelques centaines de prolos, écrire dans des journaux et se lire ensuite, se promener avec une serviette contenant le casse-croûte et des brochures, être assis au présidium, c'est beaucoup. C'est assez pour accepter d'être à la merci de ses supérieurs et de recevoir des coups de pied au cul en soulevant son chapeau.

..

Ce sera sans doute la dernière propriété des révolutionnaires que le non-conformisme, le libre examen, la possibilité de tout réviser et de tout reconstruire.

Non pas par mépris pour ceux d'hier, par dépit ou par désespoir. Tous les éléments patiemment rassemblés par des milliers de révolutionnaires ne peuvent être perdus. Même s'il était un jour démontré définitivement que les convictions de nos anciens étaient fausses, leur lutte et leur sacrifice seraient des bases assez solides pour édifier un projet solide de société meilleure et y trouver des raisons de continuer le combat. C'est continuer leur œuvre que de repenser les points d'interrogation et de redresser leurs conceptions tordues par leur époque.

Si le fait de voir clair et de le dire devient partout un crime de haute trahison, cela prouve que malgré les erreurs et les fautes des révolutionnaires, des éléments vrais et forts sont contenus dans nos convictions.

Il est temps que les anarchistes, ces non-conformistes par tempérament et par principe, ramènent au mouvement révolutionnaire l'initiative et l'audace qui seules peuvent préserver son indépendance.

RIDEL,

## Exploits des banderas françaises

Une fois de plus la troupe a dit son mot. L'ordre règne à Meknès. Une douzaine de morts, de nombreux blessés, des « meneurs » en cellule. Joli bilan pour la République française. Il est vrai que dans le colonialisme, la Marianne n'a plus ses preuves à faire. Tout ce qui pouvait être accompli comme spoliations, comme tyrannies, comme cruautés, comme massacres a été exécuté dans toutes les règles de l'art par ses purs nationaux durant ce qu'on appelle l'histoire coloniale de la France et qu'on dénommerait plus justement : le martyrologe des indigènes. Toutes les tortures qu'ont dû subir ces malheureux livrés sans merci à la soldatesque et à l'hypocrite action des soutaniers, toute la contrainte et l'avilissement que fait peser sur eux un capitalisme sordide soucieux seulement de les déposséder, en un mot tout ce ensemble de rapines et de crimes qui caractérise sous toutes les latitudes une armée victorieuse et qui fait que les invasions des civilisés ressemblent étrangement aux invasions des Barbares, toutes ces usurpations, tous ces assassinats ne sont pas sans qu'au cœur des vaincus germe une haine d'autant plus farouche qu'elle est secrète, d'autant plus sournoise qu'elle est impuissante. Pour endiguer ces rancunes, pour faire échec à cette révolte en puissance, les troupes de l'ordre sont là, l'arme au pied et les cartouchières bien garnies.

Les troupes de l'ordre ! Ce serait vraiment risible si ce n'était aussi tragique de voir quelle sorte d'hommes, quelle espèce d'individus ont été agglutinés dans ces formations destinées à faire respecter le droit et la légalité. Spahis, tirailleurs, chasseurs d'Afrique, Légion étrangère ! D'une part, un ramassis d'incapables ou de godelueux qu'un habit militaire a séduits par sa coupe ou sa couleur et qui ont troqué leur liberté de pensée pour un burnous ou une chéchia et, d'autre part, la Légion, le rassemblement international de tout ce que la planète compte de crapules véritables, de basses fripouilles, et d'imbéciles à qui le poing ou le couteau tiennent lieu d'arguments et la bestialité d'intelligence. De la pègre, en somme.

Certes pour les recruter, la mère-patrie s'est mise en frais et n'a pas négligé sa publicité. Les affiches prometteuses aux portes des casernes et les uniformes rutilants dont sont dotées ces troupes d'outre-mer font partie des moyens employés par la République dans sa grande retape. Combien de petits jeunes gens, intoxiqués de basse littérature et croyant à « beaux voyages » annoncés n'ont-ils pas signé pour trois ou cinq ans, enthousiasmés à l'idée de revenir bientôt parader en bottes courtes et burnous écarlate devant les amis. Parce que des midinettes bornées, nourries de romans populaires s'exaltaient devant les « beaux » spahis, ils ont cru s'engager dans un régiment de don Juan. Erreur ! Là-bas, il faut déchanter. Pour huit ou quinze jours par an à promener sur les boulevards un accoutrement incommode et qui, vu dans un escalier de métro ou sur une plate-forme d'autobus s'avère ridicule, il faut de longs mois de service loin des vendeuses de magasins, remplacées en désespoir de cause par le camarade de chambrée, voire même souvent, dans la cavalerie, par une vieille jument, inoffensive et charitable. Pitoyables amours ! Et comme il est loin le fameux prestige de l'uniforme ! Ça n'était vraiment pas la peine d'abandonner le tablier de garçon-épicer ou le velours du valet de ferme sous prétexte qu'ils manquaient de sex-appeal ! Allons, sales petits imbéciles, vous pouvez vous pavaner dans les avenues avec vos éperons et vos pantalons excentriques, on sait ce que vous êtes, ce que vous valez et l'admiration que provoquent vos effets de torse chez quelques péronnelles en mal de puberté ne compense pas le sourire railleur et méprisant que les gens sensés vous décernent.

Spahis, chasseurs d'Afrique, en assassinant comme vous le faites, sur un ordre et

sans hésiter, vous vous montrez sous votre vrai visage, avec vos vraies âmes, celles de valets orgueilleux de leur livrée ! Et vous ne déparez pas la triste collection des brutes de tous les âges, dont les faits d'armes constituent ce qu'on nomme : la gloire militaire de la France.

Quant à la légion étrangère, elle, ses crimes n'étonnent plus personne. Ce fameux corps autour duquel une séquelle de gendarmes ont créé un romantisme de pacotille n'est ni plus ni moins qu'une horde de coupe-jarrets et de pochards chapardeurs.

Le point d'honneur puéril qu'on leur a inculqué et leur courage surtout probant devant des indigènes désarmés, n'empêchent point que dans leur caserne la discipline repose sur la délation et que les mouchards pullulent. Ce sont ces êtres tarés, lâches et serviles que l'on dresse devant de pacifiques arabes lorsque ceux-ci crévent sous le joug veulent tenter de desserrer l'étreinte. Fanfaronnades des spahis et gogues de la légion maintenant l'ordre et sont heureux de charger et de mitrailler la foule inoffensive. Après quoi, les écrivains patriotes applaudissent, les midinettes font les yeux doux et les gommeuses de music-hall mettent des réfrains d'Afrique à leur répertoire. L'ordre bourgeois, le droit du plus fort et du plus riche, règne au mépris de la justice et de la vie humaine, assuré dignement par les mouchards d'indicateurs, les matraqueurs des policiers et les exploits des sots et des canailles enrégimentés dans les « Bandes » françaises.

MAURICE DOUTREAU.

## Une conférence de Henry Poulaille

La littérature prolétarienne

C'est sous ce titre que notre camarade Henry Poulaille a fait une causerie au Studio des Champs-Élysées. Il fit l'histoire des écrivains prolétariens avant et après la guerre et insista surtout sur les difficultés qu'ils éprouvent à paraître et à se lancer. Parmi les journaux qui prêtent leurs colonnes aux auteurs prolétariens, il a cité, entre autres le *Libertaire*. Poulaille montre avec beaucoup de netteté les vraies raisons des critiques bourgeois qui condamnent les auteurs prolétariens, si tout le monde se met à écrire, les écrivains de métier n'auront plus qu'à travailler. De même un écrivain dit populiste qui fait du peuple un sujet de roman non encore défriché n'aura jamais le même accent de vérité qu'un auteur sorti du peuple et vivant la vie de ce peuple.

Révélatrices sont à ce sujet les pages des frères Bonnet sur la « Vie tragique des travailleurs ». Enfin la causerie se termina par des lectures de Gaston Couté qui produisirent un effet puissant sur le public plus que bourgeois de la salle.

## Les écrits qui restent...

Au moment où les dirigeants communistes s'efforcent d'obliger les socialistes au parti unique pour l'Union sacrée, que pensent de ce texte les ouvriers communistes qui chantent la *Marseillaise* avec l'*Internationale* et les socialistes que les dirigeants stalinien conduisent au suicide politique ?

« Au moment où la République capitaliste, née sur les charniers de la Commune, continue et aggrave la tradition sanglante qui s'est continuée à Fourmies, à Raon-l'Étape, etc., pour aboutir aux massacres de ces derniers jours, la classe ouvrière condamnera et rejettera avec dégoût les chefs socialistes qui ont le cynisme et l'audace de prétendre entraîner les ouvriers à la lutte contre le fascisme au chant de la *MARSEILLAISE* et de l'*INTERNATIONALE*. »

(Humanité, 11 février 1934)

C'est 0 fr. 42

que vous paierez le *libertaire*, tant que les tarifs d'abonnement ne seront pas augmentés — ce qui ne saurait tarder.

Hâtez-vous de nous adresser votre bulletin

## BULLETIN D'ABONNEMENT au "LIBERTAIRE"

FRANCE 52 Nos .. 22 fr. 26 Nos .. 11 fr. ETRANGER 52 Nos .. 30 fr. 26 Nos .. 15 fr.

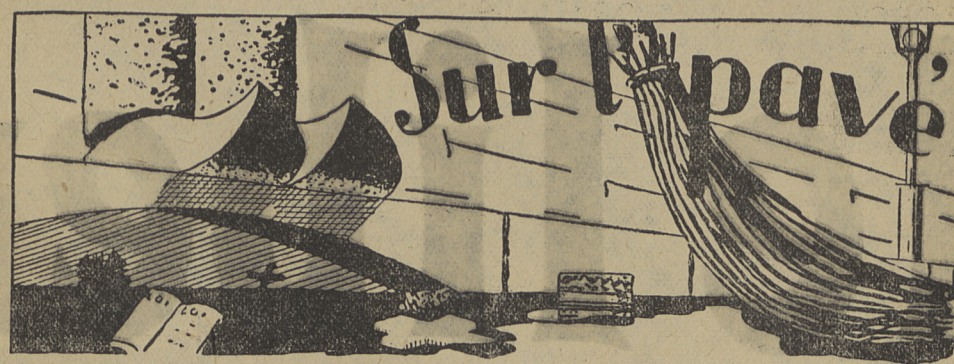
Chèque postal : 50666 André, PARIS 487-78 9, rue de Bondy (109) Téléphone : BOTZARIS 08-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de ..... à partir du ..... pour la somme de .....

dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1) ..... Adresse : ..... Ville : ..... Département : ..... (4) Ecrire très lisiblement.



## LES DISCOURS DU COLON



Ce sacré comte de la Rocque fera toujours rire son monde. Son discours de dimanche pour expliquer la position du P.S.F. aux élections cantonales vaut son pesant de croquignoles. Un petit chef-d'œuvre d'incohérence et de charabia. En passant il a tenu à faire une vengeresse allusion à ses infâmes calomnieurs en affirmant, noblement, qu'il ne répondrait pas « aux appels du pied » (sic). Et de traduire lesdits calomnieurs en correctionnelle où la preuve n'est pas admise.

## DUC ET COMTE



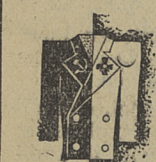
Au premier rang de ces calomnieurs figure Pozzo di Borgo. Ce noble seigneur ne le cède en rien à son ennemi en fait d'armorial. L'un est comte mais l'autre est duc.

Mais s'il est archi-connu que l'aïeul du comte, François-Eusèbe-Andoche-Timoléon-Casimir de la Rocque fut à Colblentz avec les émigrés qui combattait contre la révolution et contre la patrie si chère au cœur de leurs descendants, il est moins connu que le duc Pozzo di Borgo eut des ancêtres aussi peu reluisants.

Charles-André Pozzo di Borgo, Corse de sang bleu, prit dès 1792 le parti de l'Angleterre contre la révolution. Pendant toutes les guerres napoléoniennes il fut aux côtés des ennemis de son cher pays et fut un des principaux artisans de la restauration monarchique.

Rocques ou Borgos  
Tout ça se vaut  
Bons pour les veaux  
Et les gogos.

## COLONISATION



Cependant que la répression s'avère féroce en Indo-Chine, au Maroc et dans toutes les colonies françaises, le gouvernement de Front populaire à direction radicale a remis encore une fois en prison nos camarades indigènes de l'Etoile Nord-Africaine, sous l'inculpation de « reconstitution de ligue dissoute, provocation des indigènes au désordre et manifestation contre la souveraineté française en Algérie ».

On se souvient que l'Etoile nord-africaine avait été fondée par le parti communiste, au temps où Doriot, qui en était membre, correspondait avec Abd-el-Krim. Inutile de dire qu'aujourd'hui le P.C. nationaliste et défenseur de la France d'outre-mer est le premier à condamner les prolétaires indigènes.

## LA PROPAGANDE A LA CASERNE



Un de nos amis nous communique une brochure que le P.C. fait distribuer aux conscrits et dont le titre est tout un programme : « Aux jeunes gens de France ». Cette brochure reproduit un article de Granjon, secrétaire des J.C. et une interview de Gittion qui valent l'un et l'autre leur pesant de moutarde ! On y parle des chefs républicains qu'il faut aimer, de l'union entre toutes les classes, qui se cimentent au sein de l'armée française, etc., etc.

Enfin, pour compléter cet opuscule y figure in-extenso un discours de Daladier dans lequel celui-ci exalte les beautés de la discipline et cite en exemple « la manière humaine avec laquelle furent réprimés les graves troubles de 1917 ».

Le P.C. approuvant les fusillés pour l'exemple et les massacres de la Courvine !!! Nous n'avons pas fini d'en voir, décidément !

## HOMEOPATHIE



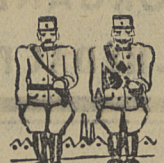
Le *Libertaire* est pris à partie, pour ne pas avoir pris la défense du faussaire Garmy, par le *Drapeau rouge*, journal de Ferrat, ex-dirigeant du parti communiste exclu du grand parti des masses.

Nous aurions injuré gravement Garmy pour avoir rappelé qu'il était victime des méthodes qu'il avait lui-même aidé à créer. Les faux manifestes de son « Histoire du syndicalisme » ne seraient pas autre chose qu'une critique de la politique anarcho-syndicaliste. Comme c'est simple ! Mais est-ce que cette « critique » ne ressemble pas comme une sœur jumelle à la critique des jésuites ? C'est d'ailleurs ce que nous avons rappelé à Garmy dans notre écho.

Mais où le *Drapeau Rouge* devient amusant c'est lorsqu'il écrit : « Hélas, ça m'est une preuve de plus que ce n'est pas du *Libertaire* que viendra le redressement ouvrier ni surtout la remise en honneur de la démocratie ouvrière ».

Le *Drapeau Rouge* et son groupuscule d'aspirants dictateurs, champions de la démocratie ouvrière, voilà qui est plutôt rigolo ! Rien de tel, en tout cas, pour les partisans de la dictature de subir celle-ci, pour apprécier les bienfaits de la démocratie.

## EPURATION



Un peloton complet de gardes mobiles va épurer Perpignan, telle est la nouvelle officielle parue dans les journaux.

Il faut entendre par là que les militants espagnols qui circulent entre la frontière et Perpignan, que les organisateurs espagnols des comités d'aide aux gouvernements qui couvrent toute la Catalogne française, vont être expulsés, refoulés, voire, comme ce fut le cas pour notre camarade Pou, emprisonnés.

A l'autre bout des Pyrénées, les mesures policières sont empreintes de courtoisie, les décisions officielles appliquées au ralenti. C'est que, à Bayonne, Saint-Jean de Luz ou Biarritz, il s'agit du beau monde appartenant au camp nationaliste.

A Perpignan on nettoie, on épure. A Bayonne on prie les espions franquistes et les agents phalangistes de bien vouloir se déplacer... à l'intérieur de la France.

Le Front Populaire continue.

## HUMOUR PORTUGAIS

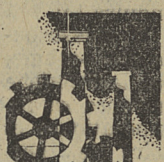


Un de nos bons camarades qui vient du Portugal nous a dépeint le régime d'oppression que subit le pays sous le règne de Salazar.

Cependant, le peuple portugais s'il est victime, n'est pas dupe, loin de là. L'humour portugais qui est peut-être une conséquence de la séculaire domination anglaise, s'amuse depuis un an des efforts infructueux de la police à découvrir un poste de radio clandestin qui commence invariablement, chaque soir, à huit heures, ses émissions :

« Ici Radio-Liberté. Nos bonnes pensées à ces messieurs du gouvernement et de la police ! Voici maintenant les orales nouvelles de l'Espagne révolutionnaire, etc., etc. » Les flics portugais exaspérés se vengent en inculquant les militants révolutionnaires sur lesquels ils peuvent mettre la main, d'attentats ou de méfaits imaginaires.

## LA SUPPRESSION DES APPAREILS A SOUS



Grande effervescence dans la rue d'Angoulême vendredi soir. Une file de voitures rangées côté impair commence avenue Parmentier finit boulevard de Belleville et s'étend dans les rues avoisnantes, quelques tacots, mais aussi de la belle voiture.

Sur la place, à la Maison des Métallus, service d'ordre inusité habituellement. Qu'y a-t-il ?

Une réunion des métallos travaillant chez Bussoz et autres boîtes d'appareils automatiques se trouvant au chômage par suite de la suppression desdits appareils. Oui, et la chose est normale, mais où ça était moins c'était la présence de tous les propriétaires de ces voitures, exploitants des appareils.

Tous ces messieurs qui hier encore venaient sur le Syndicat et refusaient la moindre augmentation de salaire tout bloc avec les prolos pour le rétablissement de leurs appareils d'escroquerie.

Les fascistes du quartier avaient un de ces sourires sur les lèvres qui en disait long. Tandis que les syndiqués, eux, étaient plutôt couillonnés. Naturellement cet étalage de belles voitures, de belles poules, de beaux messieurs, ont fait faire pas mal de réflexions aux gars du quartier.

Les délégués du syndicat auraient pu faire montrer patte blanche pour entrer dans la salle, et les gars des métaux n'avaient pas besoin de leurs exploiters pour discuter entre eux la marche à suivre pour leur éviter le chômage.

## CONCURRENCE A L'ALMANACH VERMOT



Dans la voie qu'on lui a tracée, l'*Avant-Garde* mérite plus que jamais son nom : l'avant-garde de la bassesse et de la flagornerie. Cette feuille révolutionnaire (sic) tient de l'almanach Vermot et du papier hygiénique.

Elle affirme toutes les semaines sa suprématie intellectuelle par des plaisanteries comme celle-ci :

« Pensées profondes. — Je ne sais pas sur quel pied danser. — Pas sur les miens, j'ai des cors ! » Dans un autre numéro, nous relevons un article sur Baudelaire. Si celui-ci vivait encore, il dirait en parlant de l'*Avant-Garde* : « Voyez venir à vous un mort libre et joyeux ».

Et pour terminer une chanson de P.V.C. Titre : Jeunesse. Voici le dernier couplet. Nous les fils de quatre-vingt-treize De la commune aux noirs charniers, Et des héros de Février Pour que la haine enfin s'apaise Sur nos champs et nos cités Nous vous apportons l'Unité Française ! Et l'éducation du prolétariat continue...

Monsieur Dubalal.



## A PROPOS DE LA "NORMALISATION"

# La F. A. I. ne renie rien

Nous recevons de notre camarade Gaston Laval l'article suivant, sur la normalisation de la F.A.I., que nous insérons avec plaisir.

En suivant la lecture des journaux anarchistes français, et de certains autres qui, bien que n'émanant pas de notre milieu, observent une attitude antistalinienne, je constate que la réorganisation de la Fédération Anarchiste Ibérique donne lieu à de mauvaises interprétations qu'il convient de dissiper.

On parle de la formation d'un Parti politique. La collaboration gouvernementale de nos organismes et le désaccord entre certains de nos militants risquent de provoquer une déformation des faits. Nous avons déjà assez de motifs de discussion, de sujets de dissensions, sans en ajouter qui ne soient pas fondés. J'essaierai donc de mettre les choses au point.

## LE « PARTI » ANARCHISTE

L'expression « parti anarchiste » a été lancée par quelques-uns de nos camarades. Or, l'expression, l'emploi de termes peu usités ne provoque pas d'inquiétude. Mais en pleine période de polémique, on donne à ces mots une importance exceptionnelle, même si ceux qui les manient ne représentent qu'une fraction infime du mouvement tant par leur nombre que par leur influence.

Personnellement je me suis opposé à cette dénomination, pour éviter des discussions qui font perdre du temps et déforment les choses, et pour empêcher l'exploitation de la confusion que les sans-scrupules, qui surgissent toujours, pourraient en faire.

Mais en fait, nous constituons, au moment que nous nous organisons pour le triomphe de nos idées, un parti. Le dictionnaire Larousse définit comme suit ce mot : « Union de plusieurs personnes contre d'autres qui ont un intérêt opposé ». Toutes les forces de luttues unies et coordonnées entrent dans cette définition qui n'implique pas en elle-même une structure ou des buts autoritaires.

Dans ses *Paroles d'un révolté*, Kropotkine parle souvent du « parti anarchiste », et en 1884, si je ne me trompe, Malatesta avait rédigé la Déclaration de principe du Parti anarchiste qu'il se proposait de créer. Il a du reste insisté plusieurs fois sur ce point que nous étions un parti politique, et Luigi Fabbri a commenté affirmativement cette pensée.

On pourrait donc se baser sur des précédents de valeur pour soutenir que la conception d'un parti n'est pas forcément anti-anarchiste, si nous savons lui donner, comme faisait Malatesta, un contenu essentiellement libertaire dans son organisation, son fonctionnement et ses buts. Notre parti serait simplement une organisation, une fédération de groupes harmonisant leurs forces et leurs activités pour en obtenir un meilleur rendement.

Mais en Espagne, on n'a pas adopté cette dénomination, et il faudrait bien ne pas inventer ce qui n'est pas, même si notre désir de polémique en est moins alimenté.

## NOTRE REORGANISATION

Peu importe dans ce cas l'appellation. Ce qui compte, c'est l'effort de cohésion matérielle et dynamique que l'on poursuit et qu'on réalise.

Nous voulons que le mouvement anarchiste espagnol agisse sur un plan d'ensemble, en tenant compte des différents problèmes qui se posent continuellement sur l'échelle nationale, puisque tout est intimement lié et qu'il faut, non seulement bien employer nos forces en les utilisant à temps et dans les proportions nécessaires, mais encore éviter des activités contradictoires, incohérentes ou préjudiciables.

Un camarade parle de l'époque où la mobilité des groupes de la F. A. I. lui donnait une possibilité d'action efficace. Il se peut que, dans la période de lutte clandestine, ou de combats pré-révolutionnaires, cette mobilité ait été utile. Il est loin d'être prouvé cependant que l'action dispersée soit plus efficace que l'action concertée, et Elise Reclus reconnaît, dans *l'Homme et la Terre*, que c'est grâce à leur discipline, à leur organisation, que les jésuites purent étendre prodigieusement leur influence, malgré leur petit nombre initial. Dans toute l'histoire, les forces coordonnées ont vaincu, quand la différence physique n'était pas excessive, les forces matériellement désunies — l'union morale ne sert à rien si elle n'est pas complétée par l'union technique.

Quoi qu'il en soit, nous voyons que, depuis le commencement de la révolution, cette absence de coordination, de vision d'ensemble dans l'action locale ou régionale, et la pratique de l'initiative reposant sur les groupes ou les individualités, nuisent à notre mouvement beaucoup plus qu'elles ne le servent. Et bien des camarades qui s'opposaient avant à cette organisation générale, sont maintenant les premiers à la réclamer.

Il ne peut pas en être autrement. Il est impossible de prolonger sans graves dangers une situation dans laquelle les groupes s'ignorent, se contredisent, œuvrent en ne tenant compte que des intérêts locaux ou de quartier, prennent des initiatives en contradiction avec l'intérêt général, et au lieu de peser sur toute la vie sociale pour l'orienter ou contribuer à l'orienter, constituent en résumé un élément de désordre.

Cela c'est l'anarchie dans le sens bourgeois du mot, mais pas dans le sens que nous lui donnons, nous qui luttons pour un monde meilleur et mieux organisé.

On ne peut pas dire que toute l'activité des groupes a été désordonnée. Mais les erreurs et les fautes que nous avons commises — car il serait absurde de prétendre que nous n'en avons pas — proviennent en grande partie de cette dispersion qui, pour la résistance contre les autres partis entre autres problèmes, nous affaiblit énormément, et permet de nous combattre avec plus de chances de succès.

Le travail de reconstruction, aussi besoin de cette coordination, la vie économique et sociale étant un organisme où il ne peut y avoir de noyaux indépendants, se suffisant à eux-mêmes.

## FIDELITE A NOS PRINCIPES

L'énonciation des buts est insuffisante si les moyens employés les contredisent, soit dans la lettre, soit dans l'esprit. La F. A. I. n'a pas changé de dénomination ni de but. C'est toujours une organisation composée d'anarchistes, qui marchent vers l'anarchie. Son fonctionnement est aussi anarchiste. On ne trouvera dans l'exposition de sa nouvelle structure rien qui contredise nos idées. Les groupes sont organisés par quartiers, villes, provinces, régions et finalement dans la nation. Cette pratique n'est pas nouvelle : elle est au contraire traditionnelle dans le mouvement anarchiste organisé. On opère une sélection des nouveaux adhérents, ce qui est indispensable en période révolutionnaire, pour éviter l'infiltration de profiteurs et de provocateurs. On établit que les comités devront rendre compte de leurs activités dans les assemblées générales. Seraient-ils plus anarchistes de les laisser faire ce qu'ils voudraient au nom d'une organisation qu'ils ne consulteraient pas ? Les assemblées générales, les plénums et les congrès approuveront ou désapprouveront ces activités. Préférez-vous la dictature d'une minorité agissant sans la consulter au nom d'une majorité ?

Il est impossible de demander moins de garanties, si l'on veut une organisation. Ces garanties sont-elles compatibles avec l'anarchisme ? Ceux qui ne sont pas anarchistes et, pour cette raison, présentent nos aspirations comme des théories éthérées de poètes ou de rêveurs, peuvent le prétendre ; ceux qui, s'affirmant à tort anarchistes, ne voient pas le sens constructif des idées qu'ils croient défendre, peuvent nous répudier. Mais nous, qui voulons imprimer notre action dans la société et réaliser l'anarchie sur la terre, comme on l'a fait dans les collectivités d'Aragon, du Levant, de la Catalogne, de la Castille et d'Andalousie, nous disons que dans cette nouvelle structure il n'y a rien d'incompatible avec les principes que nous avons toujours défendus, et pour lesquels nous continuons à lutter.

Gaston LEVAL.

# Le parti communiste espagnol et la politique religieuse

S'il y a une politique qui, en Espagne, a toutes les apparences de l'incohérence et du cafoillisme c'est bien celle du parti communiste. Ce sont de mauvais exécutants des ordres du Komintern que les chefs communistes espagnols. Certes, ce n'est pas la « bonne volonté » qui leur manque ; mais plutôt le sens politique et surtout l'indépendance d'esprit la plus complète. Après avoir exigé et obtenu la répression la plus brutale — la plus stupide aussi — contre leurs adversaires révolutionnaires et préconisé la politique sociale la plus réactionnaire, les voilà maintenant qui se dressent contre ceux qu'ils hisseront au pouvoir pour faire cette politique. Cela se voit dans la campagne qu'ils mènent actuellement contre leur homme-lige, le señor Irujo, catholique basque militant, et ministre de la Justice, qu'ils accusent maintenant de... trotskisme !

Voici comment l'organe national de la Confédération, le journal C.N.T. (N° du 27 août) résume ce nouveau tournant :

Depuis longtemps l'on observe dans certains secteurs politiques des tactiques d'instabilité, les combines donnent de la bande. Cela nous remplit de stupeur et nous ne nous rendons pas compte de leur manque de maturité politique uni à un appétit désordonné de « commandement ».

En tout premier lieu figure le Parti Communiste : faire la statistique de ses contradictions depuis un an serait curieux. Nous ne voulons l'interpréter que comme une lamentable absence de ligne de conduite.

Ce fut la presse communiste qui appuya le plus l'initiative du ministre Irujo de rétablir le culte catholique dans les territoires de l'Espagne antifasciste.

Mundo Obrero, écrit que l'on devait non seulement ouvrir deux églises à Madrid, mais toutes celles qui seraient nécessaires. Alors et Estampa publiaient de belles photos de religieux parlant avec les combattants basques, dans des attitudes attendrissantes...

Maintenant la presse communiste fait un virage. Mundo Obrero écrit : « C'est le moment de dire à M. Irujo : contentez vos vœux, nous sommes en guerre, même contre les exploités de la religion ». El Sol en dit autant.

Comment expliquer ce revirement ? Secrets de ceux qui savent tout et rien, et machiavélique tactique « des meilleurs » (qu'ils disent !)

Ils ont vu que la tentative de restaurer le culte catholique a rencontré l'unanimité républicaine de la classe ouvrière. Vite, un saut en arrière !

C.N.T. rappelle que ce fut le parti communiste qui insista pour placer le très catholique Irujo — lequel ne cacha pas ses intentions — à la place de García Oliver.

L'on vit alors Irujo destinant tous les antifascistes et les remplaçant par des membres du parti nationaliste basque, atteints de toutes les tares du capitalisme. Irujo put ainsi publier son décret du 23 juillet par lequel peuvent être jugés à huis-clos d'authentiques révolutionnaires, non pas pour des actes présents, mais des faits passés.

Et maintenant C.N.T. nous déclare que ceux-là mêmes qui se firent les promoteurs de cette politique infâme accusent leur servileur de... trotskisme. Ces messieurs se croient-ils vraiment en Staline ?

# Incapables et traîtres

Cependant qu'il fait emprisonner les militants révolutionnaires, Irujo remet les fascistes en liberté

Des incapables et des traîtres ; voilà les qualificatifs qui conviendraient le mieux aux membres du gouvernement Negrin-Prieto.

Incapables d'organiser la victoire qu'ils avaient promise, ils ont remporté sur le plan militaire une série d'échecs — Brunele, Bilbao, Santander — que ne parvient pas à compenser la prise de Belchite.

Incapables de maintenir le bloc antifasciste, leur arrivée au pouvoir fut tout au contraire le signal d'un déchaînement de violences et de crimes contre les militants révolutionnaires.

Même incapable sur le plan économique ou ils s'ingénieront à démolir ce que la révolution avait construit.

Mais à leur incapacité générale, se mêle aussi la trahison, qu'on devine partout présente dans les événements militaires des provinces du Nord.

Enfin trahison encore l'attitude de certains ministres tel ce fameux Irujo, ministre de la Justice.

En fait de justice, il aura surtout laissé assassiner tranquillement André Nin et nombre d'autres militants révolutionnaires moins célèbres, par la Tcheka stalinienne. Mais où la trahison apparaît évidente, c'est quand on apprend que cette rigueur criminelle avait en contre-partie une tolérance scandaleuse envers les éléments fascistes. Ainsi un tout récent numéro de « C. N. T. » (1<sup>er</sup> septembre), nous apprend qu'un fasciste notoire, Gallarza — ancien aide de camp d'Alphonse XIII — vient d'être mis en liberté.

Un certain nombre de phalangistes qui avaient trempé dans l'assassinat d'André Nin et de mai 1936 d'un nommé Faruque, antifasciste connu, quoique capitaine de l'armée espagnole, ainsi que des centaines de fascistes, nous dit « C. N. T. », ont été relâchés de la même manière, sous l'inspiration du même Irujo.

C'est encore lui qui étend sa protection sur des centaines d'individus suspects qui peuplent certaines ambassades — telle celle du Chili — et qui empêchent d'agir les tribunaux populaires en leur suscitant des difficultés insurmontables avec les magistrats professionnels.

Et dans le même temps c'est toujours lui qui fait emprisonner Joaquín Ascaso à Valence et A. Fernandez à Barcelone.

# LA GUERRE ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

d) En cas de guerre, l'ensemble des desherités d'un pays combat l'ensemble des desherités d'un autre pays ; la voilà, la guerre fratricide, celle qui pousse à s'entregorger des hommes unis par des liens fraternels autrement réels et puissants que ceux qui unissent mensongèrement, au nom d'une patrie commune, des hommes qui, en temps de paix, forment des castes, des catégories et des classes aux intérêts foncièrement et irréductiblement opposés. Qu'ils soient de France, d'Italie, d'Allemagne, du Maroc ou d'ailleurs, tous les desherités communient dans la fraternité de l'oppression, du travail avili et exploité, et de la pauvreté. Or, la guerre jette ces frères les uns contre les autres et leur fait une obligation matérielle et un devoir moral de s'entretenir. Par contre, la révolution range du même côté les combattants de la même classe, les champions de la même cause et les appelle à lutter, tous ensemble, contre les forces que leur oppose le gouvernement, défenseur de la classe ennemie ;

e) Quel que soit l'enjeu de la guerre, il est nul, il est sans valeur aucune pour le combattant pauvre qui, la paix rétablie, et s'il a été épargné, retournera à l'usine ou à la terre. Gros-Jean comme devant ; tandis que l'enjeu de la révolution est d'une importance capitale pour le combattant révolutionnaire qui, celle-ci étant victorieuse, pourra avec raison entonner l'hymne de la délivrance, parce qu'il verra la félicité remplacer la souffrance, le paradis succéder à son enfer ;

f) L'idée de patrie, qui arme les peuples et les jette, dans un heurt monstrueux, les uns contre les autres, est une idée artificielle, inconsistante et criminelle ; tandis que l'idée de révolution, qui part de la volonté instinctive et profondément humaine de faire, au bénéfice des multitudes spoliées et asservies, la conquête du bien-être et de la liberté, cette idée est naturelle, positive, juste, généreuse et sainte.

En vérité la Révolution, même quand on l'appelle la guerre civile et qu'on l'assimile à la guerre proprement dite, prétendre que c'est toujours, qu'on le veuille ou non, la guerre, et conclure de cette assimilation erronée que, si l'on condamne l'une, il faut logiquement condamner l'autre, c'est une inadmissible aberration. Je pense l'avoir très suffisamment démontré. On s'expliquerait difficilement, on ne s'expliquerait même pas du tout cette aberration, si l'on n'était pas informé des motifs qui poussent certains milieux à utiliser les affinités d'apparence qui existent entre la guerre et la révolution, pour se prononcer contre l'une et l'autre et combattre celle-ci et celle-là avec une égale énergie.

Il ne me serait pas difficile d'aborder d'autres considérations destinées à marquer plus fortement encore l'opposition entre les contenus respectifs de ces deux mots : guerre et révolution sociale.

Mais ce qui précède est largement suffisant. Et pour ne pas fatiguer le lecteur que ces problèmes de fond intéressent sans doute beaucoup moins que les questions d'actualité immédiate, je renvoie la suite de cette étude au prochain numéro.

SEBASTIEN FAURE.

## L'ESPAGNE D'AUJOURD'HUI

# Avec Domingo Ascaso au front de Huesca

Le lendemain de mon arrivée à Vicien, je rencontrai sur la petite place du village une vieille connaissance : Domingo Ascaso. Il me sembla revivre le temps de l'exil avec toutes ses mésaventures : la France, la Bel-



Domingo Ascaso

gique, la police, les expulsions pour raisons politiques... que ce temps était lointain.

Ce militant combattif que j'avais connu pendant dix ans fuyant la dictature de Primo de Rivera et aussi le paradis démocratique de la II<sup>e</sup> République espagnole, je le vois encore venant à ma rencontre, avec ce sourire de grand enfant qui exprime le plus sincèrement le sentiment affectueux de son amitié fraternelle.

Avec quelle émotion nous nous embrassâ-

# Les anarchistes espagnols et la III<sup>e</sup> Internationale

Nous avons vu souvent des militants anarchistes étrangers — doués d'une clairvoyance toute spéciale comme chacun sait — s'inquiéter outre mesure des concessions faites par nos frères d'Espagne aux idées de Staline. On entendit même de retentissantes anathèmes à l'égard de nos camarades d'Espagne qui ne « savaient » pas assez protéger leur mouvement de l'influence bolchéviste.

La vérité était plus simple. La C. N. T. F. A. I., disposée à la plus loyale unité antifasciste, devait bien tenir compte, sans cependant en être dupe, de l'intense mouvement de sympathie créé dans le peuple espagnol par l'apport — d'ailleurs insuffisant — d'armes russes. Mais cela ne voulait pas dire que nos camarades étaient frappés de cécité congénitale sur les dangers de cette aide. Si on en doute qu'on lise un extrait de cet article que nous trouvons dans l'organe officiel de la C. N. T. C.N.T. du 1<sup>er</sup> septembre 1937 :

« Frères dans la maison et ennemis au dehors »

Tandis que chez nous, avec le dessein déclaré de rechercher des points de coïncidence d'action et de cordialité si nécessaires, la presse communiste déclare que jamais il n'y a eu d'incompatibilité avec la C. N. T., qu'elle désire la compénétration avec les anarchistes ; tandis qu'elle nous appelle frères et reconnaît la pureté de notre antifascisme, la presse (étrangère) qu'inspire la III<sup>e</sup> Internationale se répand en basses envers notre organisation.

« Ou veut-on en venir avec cette campagne d'injures faite à l'étranger ? » Et faisant allusion aux accusations injurieuses colportées à propos de la dissolution du conseil d'Aragon, C. N. T. continue :

« Est-ce que Dimitrov, sachant que les démocraties occidentales ont créé deux « types » antifascistes : l'anarchiste et le communiste, veut parer ce dernier de toutes les grâces, de toutes les élégances, au détriment de celui-là ? »

« Est-ce que l'étroite union antifasciste à l'intérieur nécessaire pour gagner la guerre peut se concilier avec la diffamation à l'extérieur, diffamation payée par les communistes ? »

« Nous, nous disons que si cette campagne continue, nous en arriverons à penser que Dimitrov est un misérable que l'avenir du peuple espagnol ne préoccupe en rien. »

« Nous allons voir si le sentiment commun de la responsabilité parvient dans toutes les zones antifascistes. Au cas contraire, il faudra imposer cette responsabilité. L'enjeu de cette attitude est la solidarité du prolétariat international, qui a cru dans notre potentiel révolutionnaire et qui a foi dans la conduite digne des travailleurs espagnols. »

« Il n'est pas possible qu'on fasse un pas de plus dans cette voie honteuse. »

« Arrière ceux qui soumettent tout à leur ambition d'hégémonie ! »

« Arrière, ceux qui ayant perdu Santander, ne craignent pas d'amener de nouveaux échecs que suivrait sans aucun doute le choc intérieur des antifascistes ! »

« Arrière les sectaires et les confusionnistes ! »

mes. Quelle satisfaction et quel réconfort de voir à leurs côtés les militants étrangers, au moment où était en jeu le sort de la liberté de leur pays.

Domingo était commissaire de guerre de la colonne qui portait le nom glorieux de son frère Francisco.

La préoccupation et la fatigue se marquaient visiblement sur son visage. En « tuta » son revolver à la ceinture, la barbe hirsute, il avait l'aspect extérieur d'une espèce de bandit corse dans le maquis d'Aragon. Mais au contraire de tout cela et malgré l'apparence, Domingo était toujours lui, le grand brave homme, juste et généreux. D'une rare modestie, il se disait « boulangier » et insuffisamment instruit pour comprendre certaines choses. Ce n'était pas fausse modestie pour se soustraire à certaines responsabilités ; mais uniquement pour inciter les camarades à l'aider.

Je suis très fier d'avoir collaboré avec lui pour toute une période avec l'enthousiasme des premiers jours. Il n'avait pas de notions militaires, mais était né et ayant vécu dans la région, il connaissait bien le terrain et ses indications étaient précieuses.

L'occupation de Monte Pelato, pour couper la route commerciale Saragosse-Huesca c'est lui Domingo, qui la suggéra, et il ne se trompa pas, puisque trois jours après l'occupation, ce fut une contre-attaque acharnée des fascistes, qui quoi qu'ils fussent en proportion de sept contre un, furent se replier et renoncer définitivement à toute autre tentative pour reprendre leurs positions perdues.

Combien de fois, ensemble, de la « Casa Mascariello » nous contemplâmes Almudévar. Il nous indiquait la maison où était né Francisco et Maria !

Le 22 novembre 1936, ce fut l'attaque d'Almudévar et la colonne de droite, la nôtre, partant de Torrescarrón arriva en quelques heures, au cimetière et à la gare de la ville. Domingo qui suivait cette opération était fou de joie.

Mais, hélas !... faute de renforts, qui pourtant nous avaient été solennellement promis par le colonel Villalba et autres de l'état-major de Barastro, nous fûmes obligés de nous retirer, étant dans l'impossibilité de consolider et de tenir nos positions. Domingo comprit et revint à l'arrière.

La mort le frappa en pleine activité. Membre infatigable du Comité de guerre de la C. N. T., il espérait encore, malgré l'ingérence du Gouvernement central, pouvoir donner un caractère révolutionnaire et combattif aux milices confédérales. Il ne comptait pas assez avec la ruse d'un ennemi qui suivait inflexible ses mouvements jour par jour.

Le 5 mai 1937, en sortant du siège d'une patrouille de contrôle confédéral dans la Calle Cortes, à Barcelone, il fut lâchement assassiné.

Le 7, en compagnie d'un autre camarade, j'allai lui apporter mon dernier salut. Devant son cadavre, veillé par Libertad, Ophelia et Berthe et par beaucoup d'autres camarades, je ne pus m'empêcher de me tenir de quelques amères réflexions.

Ce que les balles fascistes, qui n'avaient pu atteindre Domingo au front, ni en patrouille ni dans les tranchées, n'avaient pu faire, celles de la contre-révolution sociale bourgeoise l'avaient réussi.

Car la contre-révolution a la caractéristique d'être lâche. Je connais par expérience ses types. En matière de courage j'ai eu l'occasion de connaître pas mal de fascistes, ceux de la « première heure » en Italie.

Maintenant, je viens de connaître en Espagne le courage de la contre-révolution. On y fusille par les fenêtres ou on y attaque à dix contre un.

La contre-révolution est anonyme et l'acharnement est toujours quelque chose d'immoral.

Maintenant, de la famille Ascaso, il ne reste que la « vieille » fière comme une Gracque et Maria. Leur cousin, notre bon camarade Joaquín Ascaso, est en prison à Valence.

Famille tragique, que celle d'Ascaso ! famille comme il y a tant d'autres en Espagne aujourd'hui. Familles qui mieux que tout autre chose, apprennent à combattre et à mourir pour la liberté.

(A suivre.)

VIOLA.

# Association des anciens miliciens libertaires

Prochaine réunion vendredi 10 septembre à 21 heures, salle des Deux Hémisphères (angle de la rue du Château-d'Eau et de la rue du Faubourg-Saint-Martin).

## AU PORTUGAL

# UN CRIME SE PRÉPARE

On sait qu'à la suite de l'attentat effectué le 4 juillet dernier contre le dictateur Salazar, la police a effectué les arrestations suivantes :

Alfredo Eloy, ancien député politique ; José Horta et Antonio Peres Silva, maçons ; Jacinto Cavalho, employé dans un garage ; Manuel Francisco Pinhol, un camarade anarchiste ayant résidé en France.

Il n'y a naturellement aucune preuve contre ces inculpés qui sont innocents du crime qui leur est reproché. Nous sommes mêmes sceptiques sur l'attentat lui-même, car l'attentat policier a toujours été chose courante au Portugal pour justifier les crimes répressifs les plus abominables.

Notre devoir est de nous insurger contre le crime que prépare le gouvernement Salazar contre ces quatre camarades. Il faut en dénoncer les causes et en empêcher l'accomplissement.



# GUERRE LARVÉE

On parle beaucoup actuellement de la conférence organisée par la France et l'Angleterre pour la répression de la « piraterie » en Méditerranée. Les puissances riveraines seraient appelées à prendre leurs responsabilités et devraient envisager des mesures propres à faire cesser le torpillage des bateaux marchands par des sous-marins dont on ignore la nationalité.

Nous ne voudrions pas présager du résultat de cette conférence, mais il nous paraît dès l'abord qu'elle se heurtera à des difficultés considérables. Nous n'entrerons pas ici dans le fond du débat qui doit s'ouvrir et où se dissimulera le maximum de mauvaise foi. Il faut en prendre son parti : dès qu'on s'attache à légaliser les rapports internationaux on court vers un échec. Répétons-le : il n'y a, il ne peut y avoir de droit international. Ce qu'on appelle ainsi n'est qu'un ensemble de formules creuses et sans efficacité où s'exprime le désir du vainqueur de voir normaliser à son profit un état de fait créé par la violence. Il ne peut durer qu'autant que durera un rapport de forces dont la nature est d'être essentiellement changeante. C'est pourquoi ce droit apparaît très souvent et à juste titre au vaincu comme une invention de juriste destinée à l'étrangler ou, au moins, à le réduire en servitude. Le droit international, c'est le traité de Versailles qui pèse insupportablement aux épaules de l'Allemagne. Mais c'est encore cet ensemble de conventions qu'on appelle « le droit des gens » qui, elles aussi, tendent à pérenniser un ordre établi. Le Temps s'étonne et se scandalise de les voir constamment violés. Il voudrait qu'on revint à la règle du jeu. Qu'est-ce que cela signifie ? Sinon qu'il voudrait que les intérêts de la petite minorité jouisseuse qui se fait appeler la France fussent à la base de toute entreprise. Le droit des gens, c'est la porte d'acier du coffre-fort. Défense de la forcer. Mais les dirigeants d'Allemagne et d'Italie pensent d'autre manière.

Le procédé classique qui consiste à mettre à son service une morale internationale, des idéaux de justice, d'humanité, de grandeur chevaleresque

semble aujourd'hui d'une application de plus en plus difficile. L'intervention plus ou moins ouverte des grandes puissances en faveur des généraux espagnols, les événements de Chine, l'apparition de sous-marins fantômes, autant d'atteintes graves contre une « normalité » jusqu'alors respectée, sauf de rares occasions. Aujourd'hui, la sacro-sainte règle de droit international est violée qui voulait qu'une puissance déclarât la guerre dans les formes prescrites avant de la faire. Nous observons, par exemple, que le Japon n'a pas déclaré la guerre à la Chine avant de bombarder Shanghai et de débarquer ses troupes en territoire étranger. Est-ce, comme on le prétend, afin de priver la Chine d'un argument juridique au moment où elle se présentera devant la S.D.N. ? Ne pouvant pas constater légalement l'état de guerre, celle-ci, en effet, ne saurait intervenir. Mais c'est prêter au Japon une crainte de Genève assez plaisante après tant de violences impunies.

Le fait, en tout cas, est symptomatique. Si l'on songe qu'aux agressions « illégales » du Japon répondent le débarquement de divisions italiennes en Espagne et le torpillage de navires marchands en Méditerranée, on peut se demander si nous n'allons pas vers des violations répétées et généralisées de ce droit des gens jusqu'alors unanimement révérent dans les discours des hommes d'Etat. Sans qu'une déclaration de guerre vint en quelque sorte régulariser l'état de fait, on verrait alors le monde entrer dans une ère de brigandage dont les formes pourraient être plus ou moins accusées et qui pourrait mettre en œuvre une partie plus ou moins considérable des forces en présence. Que les incidents actuels — dont le plus bénin eût suffi avant 1914 à déclencher la guerre — se multiplient encore et s'aggravent et cette situation paradoxale pourrait se réaliser d'une Europe jouissant d'une paix formelle et livrée à toutes les initiatives d'une guerre larvée... dont le terme serait évidemment une guerre ouverte.

Dans ces conditions on mesure la vanité de toutes les conférences.

LASHORTES.

## SAVEZ-VOUS QUE...

En Amérique, la lutte de classes atteint des proportions colossales. Et, elle semble s'aggraver en se développant. John Lewis dont la liaison avec Roosevelt ne fait aucun doute est combattu dans les syndicats qu'il a formés. Le peuple américain se déclare majeur et d'un seul coup il entend prendre la direction de ses organisations de combat.

Au congrès de Milwaukee, les délégués de l'industrie automobile affiliés au C.I.O. ont décidé d'activer le recrutement syndical aux usines Ford et de reprendre la lutte pour la prochaine année. A cet effet, un fonds de 400.000 dollars (10 millions de francs) a été constitué.

Depuis juin 37, la rupture est totale entre le C.I.O. et la petite fédération réformiste. En juin, l'exécutif de la Fédération américaine du travail (A.F.L.) décide d'opposer à la campagne de recrutement du C.I.O. une campagne pour l'A.F.L. En bref, la Fédération américaine (affiliée à la 2<sup>e</sup> internationale) décide le sabotage de l'active organisation syndicale de John Lewis.

Rappelons que les dirigeants de l'A.F.L. se nomment Green, Antonini, bureaucrates syndicaux dans la meilleure ligne de la collaboration de classe, et Gompers, social-patriote de tous les rassemblements guerriers pendant la guerre et de toutes les conférences pacifistes pendant la paix. A travers Gompers le syndicalisme américain s'est même taillé une place dans les conseils d'administration. Le capitalisme américain n'a pas meilleur auxiliaire.

John Lewis lui-même avant de devenir chef de syndicats pratiquant des mesures révolutionnaires a joué un rôle peu reluisant dans l'A.F.L. comme dirigeant des syndicats de mineurs : 100.000 dollars d'ont furent le prix de sa « diplomatie » dans l'orientation des grèves de l'Illinois. Mais passons.

L'exécutif de l'A.F.L. décide donc en juin dernier qu'aucun syndicat affilié au C.I.O. ne pourra appartenir à l'A.F.L. et que celle-ci ne collaborera plus avec les employeurs qui reconnaissent le C.I.O.

On a rarement été plus loin dans l'intranséance et le sabotage. Car malgré toutes les critiques de détail le C.I.O. est l'organisation révolutionnaire des masses américaines. Les réformistes américains sont les dignes frères des dirigeants français, en plus pourvus par la collaboration de classe.

Malgré tout, ici et là, la lutte de classe continue.

La diplomatie est une science bizarre. On apprend qu'un navire allemand chargé de matériel de guerre pour la Chine a reçu l'ordre en cours de voyage de débarquer ce matériel au Japon.

Le Reich est pris entre sa politique spécifiquement chinoise qui demande le recul du Japon et la crainte que ce recul n'occasionne une avance de l'U.R.S.S. qui est à tout prendre, pour l'Allemagne, un adversaire aussi sérieux que le Japon.

Les milieux diplomatiques allemands n'ignorent pas que le Japon peut parfaitement se passer de l'Allemagne et faire tout seul la besogne de colonisation chinoise au cas où l'Allemagne prendrait position pour la Chine. En cas de victoire militaire du Japon en Chine (ce qui n'est pas une hypothèse à rejeter) l'Allemagne ne peut se passer de l'autorisation japonaise pour prendre sa part de gâteau.

C'est pourquoi depuis l'ouverture des hos-

tilités, la presse allemande est si réticente, réclamant du Japon des garanties et surveillant la réaction des impérialismes intéressés aux affaires chinoises (Angleterre, Etats-Unis, France, U.R.S.S.).

Nous apprenons que le bilan de l'exercice 1936-37 des Acieries de Longwy fait ressortir un bénéfice de 7.377.672 francs contre 5.123.020 francs pour 1935-36. Le Conseil d'administration propose d'affecter l'intégralité du solde bénéficiaire au fonds d'amortissement.

Quelques remarques s'imposent : 1<sup>o</sup> Les Acieries de Longwy n'ont pas trop souffert de la sous-production qui fait pleurer les sacristains de la Vie Ouvrière et des Syndicats.

2<sup>o</sup> Les augmentations de salaires n'ont pas rogné trop les bénéfices des pauvres petits actionnaires.

3<sup>o</sup> Malgré que ces bénéfices soient en hausse sensible, il n'est pas du tout question des salaires ouvriers battus en brèche par la vie chère.

Parions que Syndicats et la V. O. ouvriront une campagne contre la surproduction pour que les profits de Longwy qu'on vole dans leurs salaires se vengent sur la bête et n'en fassent plus une ramée.

VOICI quelques indications générales sur les rapports commerciaux du Japon avec le reste du monde :

L'Asie achète au Japon environ 50 o/o de ses exportations et lui fournit 30 o/o de ses importations. L'Amérique achète 30 o/o et lui vend 40 o/o, l'Europe 10 o/o et 15 o/o, l'Océanie 5 o/o et 10 o/o, l'Afrique 5 o/o et 2 o/o.

Le Japon exporte la soie brute qu'il produit en abondance et des produits manufacturés (cotonnades, soieries, jouets) dont il inonde le monde à très bas prix.

Il importe le coton brut (des Indes et des Etats-Unis), la laine, le blé (Australie), le charbon, le bois, le minerai de fer, le caoutchouc, le pétrole, matières premières dont il est dénué. L'étranger lui fournit également une partie de son outillage national et des produits alimentaires en abondance.

Toute l'Asie est inondée de ses produits manufacturés. Le Japon importe tout et vend tout, ne gardant que le strict nécessaire, le rognant même, et s'armant sur le surplus.

Le Japon est le dimbelotier et le camelot du monde. Un camelot qui s'empare de partout par les files des impérialismes repus entend imposer son droit de vivre, c'est-à-dire de rapiner tout comme les autres et d'acquiescer à cet usage : ces cas on s'arrête pour le moment à l'Angleterre la maîtresse du marché chinois, première étape d'un plan et de besoins plus vastes.

Jean MARESTAN

## L'ÉDUCATION SEXUELLE

Edition revue, augmentée de chapitres nouveaux  
En vente au Libertaire : 15 fr.  
Franco : 16 fr. 50

POUR FAIRE PAYER LES RICHES

## La Retraite des vieux travailleurs

La retraite que les vieux travailleurs réclament si justement aujourd'hui sert de tremplin politique à des partis dont les programmes diffèrent, mais dont les buts sont les mêmes : accéder au pouvoir par n'importe quel moyen.

Nous avons aujourd'hui l'occasion d'examiner le rôle et les buts réels de trois partis politiques qui ont consacré au problème de la retraite des vieux travailleurs de nombreuses colonnes dans leurs journaux respectifs.

Le parti communiste a sans doute su le premier se servir de cette revendication logique des vieux ouvriers réduits à la misère et qui ne réclament que leur dû, pour des fins non prolétariennes, mais politiques, électorales...

Depuis plusieurs mois déjà, les staliniens ont apposé sur les murs de belles affiches en couleurs représentant deux vieux travailleurs, un homme et une femme demandant la garantie de ne pas mourir de faim.

Cette retraite n'est pas de la mendicité, elle leur est due, mais par suite du système capitaliste qui nous régit, les ouvriers se sont fait rouler. Certains ont pendant des années versé aux « retraites ouvrières et paysannes », les cotisations qui leur étaient imposées et qui devaient aujourd'hui leur permettre de vivre à l'abri du besoin.

Ces retraites, elles se montent à une moyenne de... 50 francs par mois, même pas de quoi payer son loyer !

Mais revenons au jeu politique des P. S. F. (encore eux !), des communistes (toujours eux !) et enfin des radicaux, ces éternels centristes qui savent si bien tromper la classe ouvrière.

Chacun de ces partis politiques prend l'affaire en mains et prétend y apporter la seule solution favorable. Et malgré les différences de forme, le fond est le même.

Sous la plume de Pierre Forest, le Parti Social Français s'écrit : « Oui, il est juste il est possible de donner une retraite aux vieux travailleurs ». Il critique d'une manière acerbe, la proposition qu'il prétend avoir été faite par les communistes, que l'Etat, les départements, les communes prennent à leur charge la retraite des vieux.

Ce serait, paraît-il une position de paresse ou de sabotage que de vouloir faire supporter par « nos finances » déjà si épuisées, ce « nouveau fardeau ». (Ne faut-il pas de cet argent pour les fonds secrets et les pots de vin ?)

Voyons alors les propositions de Pierre Forest : ce farouche « républicain », défenseur de la « démocratie » et simplement sympathisant fasciste réclame une répartition fonctionnant à l'intérieur du métier.

Il nous semble connaître ce système. N'est-ce pas le corporatisme italien, le fascisme ? N'est-ce pas la collaboration des patrons et des ouvriers pour un but strictement économique et nullement matériel ? C'est-à-dire la soumission de l'ouvrier au patronat pour des raisons « d'intérêt supérieur » ?

Ce politicien journaliste qui avait commencé son article sur un ton sentimental s'énervait et dévoile ses batteries : « Reconstruire l'édifice social et professionnel de la France, c'est reconstruire la France. Le syndicalisme, le nôtre, sauvera le pays ».

Ainsi Pierre Forest ne nous envoie pas dire ce qu'il est, le terme fasciste doit être rendu à qui de droit, au Parti Social Français qui le mérite bien.

Paul Elbel, député des Vosges, président du groupe parlementaire radical-socialiste, dénonce lui aussi le système pro-fasciste tant défendu par le P. S. F. Il démontre rapidement que ses adversaires défendent le même principe.

Il nous apporte une solution qui serait, paraît-il, celle de la C. G. T. Les travailleurs et les patrons assureraient eux-mêmes les fonds nécessaires, « grâce à des heures supplémentaires de travail dont les ouvriers abandonneraient le salaire et les employeurs le bénéfice ».

Quelle différence entre les deux propositions ? Bien maigre, en somme ! Le pro-fasciste et le radical défendent, c'est incontestable le régime capitaliste : le premier à forme corporative, le second à forme plus libérale.

Dans la seconde proposition, nous relevons que l'ouvrier abandonnera son salaire et le patron son bénéfice. Si l'on connaît toujours le salaire de l'ouvrier, on ne peut jamais calculer le profit du patron qui saura bien se réfugier derrière les « frais divers » pour conserver son gain.

La C. G. T. a accepté et soutenu cette thèse. On veut au nom de faux intérêts, enterrer les quarante heures obtenues de haute lutte, une heure supplémentaire pour les vieux aujourd'hui ! demain pour relever l'économie nationale ! ensuite pour autre chose ! Si l'exemple est donné, où s'arrêtera-t-on ?

Nous avons attendu des protestations indignées des partis socialistes et communistes. Ne seraient-ils pas au courant ? Bien au contraire, ils acceptent l'un et l'autre avec enthousiasme. Rosenfeld dans le « Populaire » l'a approuvé.

A l'Humanité, Jacques Duclos s'est félicité des déclarations d'Elbel. Il approuve la constitution d'une commission, qui sous la présidence du ministre du Travail, Fèvre, est chargée d'étudier le projet et de le soumettre au parlement.

Quant à la manière de constituer cette retraite, motus ! Il serait sans doute dangereux de demander aux braves ouvriers, votant rouge, de faire du jour au lendemain une heure de travail supplémentaire. Il y aurait méfiance de la part de ces bons bougres.

La C. G. T., elle non plus, n'a rien démenti. Est-ce à dire que les ouvriers cégétistes vont laisser saboter la loi de quarante heures sous un prétexte qui desservit la classe ouvrière et renforce l'offensive patronale ? Non ! Nous avons l'écho de nombreuses protestations qui risquent d'avoir des suites.

(Lire la suite en 5<sup>e</sup> page.)

## Jeunesse Anarchiste Communiste

### Le départ de la classe

Nous reproduisons ci-dessous le texte d'un tract distribué à la gare de l'Est aux jeunes conscrits par les militants des trois organisations signalaires. Les J. S. et les J. C. brillent par leur absence.

Les jeunes bonzes de « L'AVANT-GARDE » sont bien trop occupés à noyer les principes de la lutte de classe dans les bénéfices jacobins pour porter quelque intérêt aux jeunes prolétaires qui partent pour la caserne, la rage au cœur.

Quant au « CRI DES JEUNES » il n'a pas trop de son souffle pour engueuler les gauchistes à l'intérieur de sa propre organisation. Ce n'est pas pour propager la révolution à l'extérieur.

Les conscrits fient un excellent accueil aux distributeurs. La lutte de classe ne mourra pas dans les casernes.

Camarade Conscrit ;

Tu vas rejoindre pour deux ans les casernes de la bourgeoisie.

Pendant deux années, les officiers t'apprendront à manier les armes afin de te préparer, éventuellement, à défendre les intérêts du capitalisme français.

Puisque la bourgeoisie t'oblige à aller dans son armée, apprends le maniement des armes, non en vue de t'en servir contre tes frères ouvriers des autres pays, ni contre ceux qui, hier encore, étaient tes compagnons de travail, mais pour combattre notre propre bourgeoisie.

Reste un travailleur au service de la classe.

Hier, tu étais à l'école, à l'atelier, aux champs ou à l'usine. Reste sous l'uniforme un prolétaire conscient. Sois un frère de combat de ceux qui luttent contre les deux ans, le militarisme, la guerre et pour le pouvoir aux travailleurs.

Nous sommes à tes côtés dans cette lutte.

Le gouvernement de Front Populaire Blum t'a trompé en maintenant les deux ans. Ce n'est pas Chautemps qui les a abrogés, bien au contraire. Malgré ses promesses, la presse ouvrière est pratiquement interdite dans les casernes.

Ne comptons que sur nous-mêmes !

Avec toi, nous voulons la libre lecture de la presse ouvrière dans les casernes.

Exigeons l'abrogation des deux ans !

La guerre impérialiste menace toujours. Les nations lésées par le Traité de Versailles veulent ravir aux pays gagnés par celui-ci leurs colonies et leurs débouchés.

L'Armée est le principal pilier du Capitalisme.

C'est grâce à cette armée qu'il a pu acquiescer le plus grand empire colonial du monde, après l'Angleterre, qu'il opprime des dizaines de millions d'indigènes, qu'il affame les peuples nord-africains et qu'actuellement en Indochine il persécute et assassine les travailleurs révolutionnaires.

Comment cette armée pourrait-elle défendre dans une prochaine guerre la démocratie contre le fascisme ?

Méconnais que tout cela !

Notre ennemi est dans notre propre pays :

C'est notre Bourgeoisie !

Lutte avec nous contre ce régime de sang. Lutte avec nous contre les chefs soi-disant ouvriers qui nous livrent pieds et poings liés à notre bourgeoisie.

A bas les deux ans !

A bas la Guerre impérialiste !

Vive la Révolution prolétarienne internationale !

Jeunesse Anarchiste Communiste,  
Jeunesse Socialiste Révolutionnaire,  
Fédération Autonome des Jeunesses Socialistes.

### "LE JOUR"

#### demande notre dissolution

Dans le « Jour », du 4 septembre, notre tract avait les honneurs de la première page.

Nous reproduisons l'article :

#### CES GROUPEMENTS QU'ATTEND-ON POUR LES DISSOUDRE ?

La propagande antimilitariste de certains extrémistes auprès de nos conscrits est un danger national.

C'est une veuve de guerre, mère d'un conscrit parti, qui nous adresse, en traduisant son indignation en termes émouvants, un tract distribué, assure-t-elle, à profusion dans nos gares aux jeunes gens appelés sous les drapeaux.

Voici les principaux passages de ce tractum : «... Suit le texte du tract avec ces commentaires...

Comme on l'a vu, cet odieux prospectus, où l'antimilitarisme et l'anti colonialisme s'appuient, odieusement unis, à susciter des millions dans nos casernes, n'est pas l'œuvre de propagandistes anonymes. Le document porte une triple signature : Jeunesse anarchiste communiste, Jeunesse socialiste révolutionnaire, Fédération autonome des Jeunesses socialistes.

Trois groupements qui, à l'heure présente, devraient déjà être dissous et les auteurs responsables incarcérés, si le ministre de l'Intérieur — premier fil de France, comme disait Clemenceau — avait le plus élémentaire souci de sa charge.

Mais le ministre de l'Intérieur du Front populaire, impitoyable envers les patriotes, se montre d'une clémence débordante envers les antimilitaristes.

Cette révoltante partialité ne sera-t-elle pas dénoncée à la tribune du Parlement ? L'affaire en vaut la peine.

N'est-ce pas, Monsieur le ministre de la Défense Nationale ?

Ces messieurs sentent nettement où le bal les blesse. Dans les casernes, il leur faut des étres sans réaction et sans pensée, des machines à tuer.

Dire au soldat qu'il reste un homme et un prolétaire qui participe encore à la vie et aux luttes de sa classe est un crime contre ceux qui ont besoin de l'ignorance et de l'imbecillité du peuple.

Mais les soldats nous entendent. Elles présentent dans le désert les chemises roses. Sous le pantalon garance, comme dit La Rocque, l'âme du soldat ne bat pas pour elles.

Elles s'en vengent comme elles peuvent. Avec la manœuvre finale : « N'est-ce pas, Monsieur le ministre de la Défense Nationale, »

Daladier, ancien fusilleur de février, aujourd'hui père des soldats, taurau de la Camargue, les chemises roses vous implorent ! O, Paphné !

Camarades soldats.

Répondez aux provocations des ennemis de votre classe. Ne perdez pas de vue ceux qui luttent pour vous. Faites-nous des amis à la caserne. Venez avec nous des votre retour à la vie civile. Ecrivez-nous.

## CONVOICATIONS

G. I. de la Région Parisienne. — Le prochain Comité d'initiative aura lieu le lundi 13 septembre à 21 heures précises au « Lib ». Les vacances sont terminées, la propagande hivernale va reprendre, dans quelques semaines l'U.A. tient son congrès, il est donc de toute urgence que tous les groupes de la R. P. fassent représenter à ce C. I.

II, III et IV. — Réunion, jeudi 17 septembre à 21 h., 44, rue des Archives.

XI. — Prochaine réunion, jeudi 16 septembre à 21 h., au « Petit Navire », 68, rue de la République.

XII. — Prochaine réunion mercredi 22 septembre, à 21 heures, 219, Faubourg-Saint-Antoine.

XIII. — Tous les mardis, 22, rue des Gobelins, à 20 h. 30.

XIV. — Tous les mercredis, à 21 heures, café Poulton, 36, rue de Vanves.

XV. — Réunion tous les mercredis, à 21 h. chez Orsel, 117, rue Saint-Charles.

XVI. — Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 heures, chez Cuvillier, 50, avenue de Montmoult, Billancourt.

XVII. — Tous les jeudis à 20 h. 30, rue de Apennins.

XVIII. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, a « Sans-Souci », 100, rue Ordener et tous les vendredis, à 21 heures, au « Petit-Trou », 81, rue de la Chapelle.

XIX. — Réunion mardi 14 septembre, 14 heures, salle Quélennec, 70, rue de Flandre.

XX. — Tous les mercredis, à 21 heures, chez Lejeune, 67, rue de Montmoult.

Etudiants et Lycéens libertaires. — Permettez tous les samedis au « Lib ».

Aulnay-sous-Bois. — Tous les vendredis à 2 heures 30, salle Delrieu, 10, rue Jules-Simon (angle de la rue d'Amiens).

Bagneux. — Réunion tous les jeudis, à 20 h. 30, au 18, rue de la Lisette. Appel à tous les républicains.

Bièvre. — Tous les mardis, à 20 h. 30, salle Lecoq, 50, avenue de Fontainebleau.

Boulogny. — Tous les samedis, à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

Clichy. — Réunion tous les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, à 20 h. 30, a 32, rue de Paris.

Colombes. — Permanence du groupe J. A. C. (tous les samedis après-midi, 5, villa Kreissler (rue de la Reine-Henriette), au « Groupe d'Etude Sociales ».

Gennevilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, rue Saint-Denis.

La Courneuve. — Tous les mardis, salle de la Renaissance, 107, route de Flandre à 21 h. Levallois-Perret. — Tous les samedis, à 21 h. 69, rue Marius-Aulan, au café.

Livry-Gargan. — Tous les 1<sup>er</sup> vendredis à 10 h. 44, allée Montgolfier (Gargan). Et tous les 3<sup>e</sup> vendredis, salle des réunions de la mairie.

Montgeron, Yerres, Brunoy. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedis du mois, à 21 heures, chez Aucoeur, rue Boileau, à Yerres.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h 30, salle de la Coopé, rue de l'Eglise, 11.

Nogent. — Tous les mercredis à 21 h. chez Barreau, 90, Grande-Rue.

Pré-Saint-Gervais. — Adresser la correspondance à Marcel Funk, 2, place Séverine.

Villeneuve-Saint-Georges. — Réunion tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedis du mois, à 10 heures du matin chez Calloch, café-restaurant, avenue Carnot.

Chambéry. — Tous les samedis à 21 h. au Bar Louis, rue de la Gare.

Grenoble. — Tous les mardis à 20 h. 30, café Maurice, 24 rue Laffite.

Lille. — En raison des vacances le groupe se réunira le dernier jeudi du mois d'août.

Lyon. — Les jeudis au siège de l'U. A. (Fédération lyonnaise), 212, rue de Créquy.

Marseille. — S'adresser au camarade Claude 170, cité Louchère, Saint-Pierre.

Montpellier. — Tous les mercredis à 20 h. 30 réunion au local, 1, boulevard Bonne-Nouvelle.

Nice. — Un groupe est en formation. S'adresser à Lou Brouillard, 70, rue Barberis, à Nice.

Valenciennes-Omaing. — Réunion tous les 2<sup>e</sup> dimanches de chaque mois, au siège, 3, rue de Pujol.

Permanence tous les jours, de 10 heures à midi et de 14 h. à 18 heures.

Une bibliothèque est à la disposition des sympathisants.

Toulouse. — Réunion tous les mardis et samedis à 21 heures, 4, rue Tripière.

Adresser les communiqués (réunions et meetings) à Barzangette, au « Lib », avant le lundi soir, dernier délai.

Adresser toute la correspondance concernant la Fédération J.A.C. à Ringes, 9, rue de Bondy.

Pour les règlements, utiliser le compte chèque postal Paris, R. Caron 933-75.

Les nécessités de la propagande exigent impérieusement de l'argent. Nous insistons auprès des trésoriers des groupes pour qu'ils règlent au plus vite cotisations et dépôts de matériel à Caron, trésorier fédéral.



## PARIS-BANLIEUE

A TOUS LES CORRESPONDANTS

Nous rappelons à nos correspondants que les communications pour les rubriques « Voix de banlieue et de province » doivent parvenir avant le lundi midi aux bureaux du Lib. Les copies doivent, chaque fois qu'il est possible, être visées des groupes. Elles doivent être écrites à l'encre, d'un seul côté de la feuille et, autant que possible, ne pas dépasser trente lignes.

PARIS V<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup>

Réouverture de la Librairie

La librairie des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> ouvre ses portes dimanche prochain. Vous trouverez toujours les brochures, insignes, journaux, etc. Toujours la même adresse, 2, rue Broca « au bout du monde ».

Le Secrétaire.

INTERCOMMUNAL BANLIEUE SUD  
L'HAY-LES-ROSES

Notre meeting du samedi 18

Notre meeting du 18 septembre à la Maison Commune de l'Hay-les-Roses, sur le sujet *Où va l'Espagne ?* s'annonce comme devant avoir une importance particulière.

Tous les contradicteurs éventuels sont invités pour venir soutenir la position des différents secteurs antifascistes en Espagne. MM. les nacos de l'Hay et des environs viendront défendre la position antirévolutionnaire qu'ils pratiquent contre la C. N. T.-F.A.I. ? Nous le verrons, sur ce terrain comme sur tous les autres, de débattre encore bien des crânes.

Pour le Lib s'adresser à Villain le dimanche matin à 10 heures à la Maison commune.

## VOIX DE PROVINCE

## BREST

Sous le masque du Front Populaire

A la suite de l'arrivée de recrues au 2<sup>e</sup> Dépot des Equipages, une grande pression a été exercée sur ces jeunes gens pour qu'ils aillent à la messe.

Sur leur refus quasi-unanime, un officier marinier les a provoqués en les eng... est-ce que cet avertissement sera suffisant pour empêcher cette pression cléricale ?

Nous en reparlerons, s'il le faut, en tout cas, une constatation s'impose, c'est que la propagande anticléricale et antimilitariste doit redoubler.

Que tous ceux qui désirent agir, viennent à nous, grossir nos rangs pour aboutir à des résultats tangibles. Lektors du « Lib » s'adresser au groupe libertaire de Brest.

## MARSEILLE

COMITE LIBERTAIRE  
POUR L'AIDE AU PEUPLE ESPAGNOL

Fête de solidarité

La Commission des Fêtes, poursuivant sa campagne d'entraide en faveur du peuple espagnol, porte à la connaissance de tous les copains syndicalistes et anarchistes ainsi que des sympathisants, qu'une fête de solidarité aura lieu dimanche 12 septembre, à 14 h. 1/2 dans notre local, 18, rue d'Italie, près la Préfecture.

Programme. — Première partie : Concert vocal et instrumental ; 2<sup>e</sup> partie : Grand bal.

Au cours de cette fête, aura lieu le tirage de la tombola-souscription.

Un buffet sera à la disposition des copains.

Nous comptons sur la présence des copains et leurs familles, prouvant ainsi leur devoir de solidarité envers les combattants pour la Liberté.

Camarades : reprenez cette date.

Le Comité des Fêtes.

## ROUEN

Jouhaux à Rouen

Une grande réunion était annoncée pour la fête de la C.G.T. le 5 septembre. Environ 2.000 personnes répondant à l'appel des Syndicats, assistèrent au meeting en plein air qui eut lieu le matin, contre 35.000 à la manifestation du 14 juin 36, malgré les occupations d'usines de la région qui retenaient beaucoup de camarades.

Jouhaux était la grande vedette de la journée, et après les discours des responsables locaux, il prit la parole félicitant les camarades d'être venus aussi nombreux (sic). Il commença par réclamer le respect de toutes les lois et de la légalité par tous. La question la plus intéressante était la production. Le Gros Léon affirme qu'elle ne diminue pas et pour le démontrer, il propose une grande enquête faite par les délégués ouvriers et patronaux, et si cette enquête prouvait l'exactitude des lamentations bourgeoises, la C. G. T. ferait tout ce qui est en son pouvoir, et prendrait toutes les mesures nécessaires pour accroître cette production.

Il réclame l'unité des classes moyennes avec les prolétaires de la ville et des champs. Les petits commerçants et les petits rentiers sont nos frères de lutte, ils sont exploités comme nous par le Grand Capital. (C'est Jouhaux qui le dit.)

Pour l'Espagne, il faut revoir le pacte de non-intervention, mais nous ne pourrions aider le Gouvernement Espagnol que si les risques de guerre ne nous menaçaient pas directement (solidarité rétributive). D'un jour à l'autre, nos communications peuvent être coupées avec l'Afrique du Nord. Evidemment les profits s'en iront. Mais les dirigeants nacos applaudissent et tout le monde en fait autant.

Après cette péroraison, un ordre du jour a été voté, faisant confiance à la C. G. T. et à ses dirigeants et acceptant la discipline réclamée.

L'après-midi, grande kermesse et le soir bal. Autrement dit action directe sur les chevaux de bois et lutte de classe au dancing.

Le Groupe de Rouen.

P.-S. — Il est à noter qu'il y a environ deux mois les responsables de Rouen ont fait paraître un article dans le journal local ayant pour titre : « Le plan de la C. G. T. n'est pas un plan révolutionnaire, c'est un plan de Réformes » accepté par tous les groupements démocratiques : Parti Radical, Parti S. F. I. O., Parti Communiste. (Voyez la démocratie).

AU CERCLE D'ETUDES  
ET DE DEFENSE SYNDICALISTE  
DE STAINS

Les camarades syndicalistes qui ont répondu à l'invitation en vue de la constitution d'un cercle d'étude et de défense syndicaliste sont priés d'être présents à la réunion constitutive qui se tiendra le jeudi 16 septembre prochain, au café Frédo, boulevard Maxime-Gorki, à 20 h. 30.

François Rose.

Réunions et Conférences  
de la semaine

## Vendredi 10 Septembre

GOUSSAINVILLE, à 21 h. Salle Emiot (A la Source) rue Edouard-Vaillant.

REUNION PUBLIQUE  
ET CONTRADICTOIRE

OU VA LE FRONT POPULAIRE

Orateurs : Frémont, Ringear.

## Mardi 14 Septembre

BOULOGNE-BILLANCOURT, à 21 h. chez Cuvilliez, 50, avenue des Moulineaux.

## CAUSERIE EDUCATIVE

LE PROGRAMME  
DE L'UNION ANARCHISTE

Orateur : Frémont.

## Jeudi 16 Septembre

PARIS, XIX AR., à 21 h. Salle de la Choche du Combat, 2, rue de Meaux.

REUNION PUBLIQUE  
ET CONTRADICTOIRE

## LA PATRIE, CE MENSONGE

Orateur : Patorni.

## Samedi 18 Septembre

L'HAY-LES-ROSES, à 20 h. 30, Salle de la Maison Commune, 19, rue de Villejuif.

REUNION PUBLIQUE  
ET CONTRADICTOIRE

## OU VA L'ESPAGNE ?

Orateurs : Monteil, Ringear, Frémont.

Tournée Huart dans l'Aisne, avec  
Conférences filmées sur l'EspagneMARDI 14 SEPTEMBRE  
A BOHAINMERCREDI 15 SEPTEMBRE  
A SAINT-QUENTINVENDREDI 17 SEPTEMBRE  
A GUISE

Les camarades de l'Oise, du Nord, de la Somme, de la Marne, des Ardennes et tous les départements limitrophes qui désirent profiter du passage de Huart pour organiser une conférence dans leurs localités sont invités à écrire le plus rapidement possible à Haussard au Libéraire, 9 Rue de Bondy, Paris (10<sup>e</sup> ar.).

La retraite  
des vieux travailleurs(Suite de la 4<sup>e</sup> page.)

Pourquoi donc, ces trois partis politiques que nous avons cités ont-ils tant pris à cœur la retraite des vieux travailleurs ? Quels intérêts servent-ils ? Personne ne suppose que c'est par pure idéologie !

Les premiers sont au service du capital, et cette affaire leur permet de présenter sous une forme agréable, le système corporatif si cher à nos voisins fascistes. Ils s'y sont rapidement dévoués.

Les radicaux, ces éternels traitres, toujours au service du capital, eux aussi, de la propriété individuelle, de tout ce qui rend notre régime abject trouvent au cours de cette campagne, le moyen de défendre leurs intérêts et ceux de la bourgeoisie qu'ils représentent.

Quel est enfin le but de nos « communistes français » ? Permettront-ils donc l'institution des heures supplémentaires ? Que leur importe ! Ce qu'il faut, c'est avoir des électeurs. Ils le reconnaissent dans l'Humanité du 6 septembre à propos de la fête de Garches et en « manchette » « Jamais aucun parti n'a réuni une foule aussi grande et enthousiaste, prélude de la victoire aux élections cantonales. »

Il serait dangereux de créer un mécontentement chez les uns ou chez les autres, le parti communiste réussit ce tour de force : satisfaire tout le monde, d'obtenir plus de sièges et de mieux « unir le peuple de France » à la Russie stalinienne.

Car ne nous y trompons pas, la retraite pour les vieux travailleurs n'est pour eux qu'un tremplin électoral, leur appui à la retraite assurée, un stimulant pour les vieux électeurs.

Le rôle de la C. G. T. n'apparaît pas plus clair que celui des partis politiques. Serait-ce cela le mode de lutte pour la suppression du salariat ? Mauvais chemin en vérité et que nous avons l'obligation de refuser de suivre.

Il nous faut cependant penser aux vieux travailleurs, et si nous nous élevons avec vigueur contre les partis politiques qui semblent prendre leur défense, nous réclamons nous aussi pour nos vieux camarades, une retraite qui leur permettra de vivre dans la dignité.

Il est inadmissible cependant que les ouvriers fassent les frais d'une si juste revendication. N'oublions pas que les avantages obtenus par les ouvriers depuis les grèves de juin, ont déjà été rognés et ont perdu leur valeur du fait de la hausse du coût de la vie.

Il serait certainement facile de payer aux vieux travailleurs la retraite qui leur est due sur les caisses d'assurances sociales dont les bénéfices constituent un scandale qui sera intéressant de dénoncer.

Le résultat ne sera peut-être que fictif, mais il permettra aux vieux travailleurs de posséder une base de lutte revendicative et de les empêcher de mourir de faim.

Notre conclusion sera toujours la même. Seule l'action autonome de la classe ouvrière assurera à nos aînés un repos bien gagné. Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes.

P. SERVANT...

## NOTRE LIBRAIRIE

Précis de Géographie Economique, par 9  
Morrabin 12  
L'Economie Capitaliste, par R. Louzon 12  
Abrégé du Capital de K. Marx, par C. 6  
Cafiero 13  
Les Grands Marchés de Matières Premières, par F. Maurelle 13  
Histoire du Travail et des Travailleurs, par Pierre Brizon 20  
Histoire des Bourses du Travail, par F. Pelloutier (révisé) 20  
Réflexions sur la Violence, par G. Soré 13  
Le Mouvement Ouvrier pendant la guerre, par Rosmer, tome I 45  
Histoire de la Révolution Française, par Albert Mathiez 45  
Tome 1. — La Chute de la Royauté. 13  
Tome 2. — La Girouette et la Montagne. 13  
Tome 3. — La Terreur 13  
Les Thermidiens, par G. Lefebvre 13  
Les Origines du Capitalisme Moderne, par H. Sée 13  
Les Socialismes Français, par C. Bouglé 13  
Les Bases Historiques de la Finance Moderne, par R. Elgot 13  
L'Asie Orientale et Pacifique, par R. Lévy 13  
La Chine : passé et présent, par J. Escarra 13  
Histoire d'Espagne, par R. Altamira 13  
Les Maladies Vénériennes, par le Dr Ravaut 13  
La Tuberculose, par le Dr E. Rist 13  
Les Coopératives de Consommation, par B. 13  
La Conquête du Pain, par Kropotkine 15  
Autour d'une Vie, par Kropotkine, 2 volumes 27  
L'Anarchie, sa Philosophie, son Idéal, par Kropotkine 1 50  
Dieu et l'Etat, par Bakounine 1 50  
Idées sur l'Organisation Sociale, par J. Guillaumin 2  
L'Internationale, Documents et Souvenirs, tome 3 et 4, les 2 tomes 40  
Histoire de la Commune, par Lissagarry 36  
Les Problèmes de la Révolution Proletarienne, par F. Loriot 3  
La Déchéance du Capitalisme, par Louzon 1 50  
Imperialisme et Nationalisme, par Louzon 12  
Culture Proletarienne, par M. Martinet 12  
Les Insurrections Lyonnaises (1831-1834), par Jacques Perdu 4 50  
Le Révélateur de la Douleur, par A. Thierry 15  
Quelques Ecrits, par Ad. Schwitzgabel 15  
Les Joyeux de l'Exil, par Ch. Malato 15  
Histoire du Mouvement Makhnoviste, par Archinoff 10  
La Révolution Russe en Ukraine, par Nestor Makhno 12  
Le Mariage, le Divorce et l'Union Libre, par J. Marestan 12  
Parmi nos Pionniers, 26 portraits, 26 pensées par Albert 12  
La Question Sociale, position de la question, par S. Faure 12  
Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes 12  
Elisée Reclus, par Han Ryner 12  
La Femme Esclave, par René Chaughli, suivi de Dépendance et Civilisation, par la doctoresse M. Pelletier 12  
Le Travail-Argent, par Rhillon 12  
Douze preuves de l'inexistence de Dieu, par S. Faure 12  
Evolution et Révolution, par Elisée Reclus 12  
Aux Jeunes gens, par Pierre Kropotkine 12  
Entre paysans, par E. M. 12  
Le mariage, par René Chaughli 12  
La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkine 12  
L'Amour libre, par Madeleine Vernet 12  
L'Anarchie, par Elisée Reclus 12  
Le droit d'ignorer l'Etat, par H. Spencer 12  
L'A. B. C. du Libertaire, par Jules Lemina 12  
Malthus et l'Anarchisme, par C. L. James 12  
Les crimes de Dieu, par Sébastien Faure 12  
Les ennemis du peuple, par Raoul Odin 12  
L'Education de demain, par C. A. Laisant 12  
Propos subversifs, par Raoul Odin 12  
La Peste religieuse, par Jean Most 12  
La Loi et l'Autorité, par Kropotkine 12  
Communisme et Anarchie, par Kropotkine 12  
A mon frère le paysan, par Elisée Reclus 12  
La Rhétorique du peuple, par Raoul Odin 12  
Le droit à la Paresse, par Paul Lafargue 12  
A bas les morts, par Girault (suivi de Le Culte de la charogne) 12  
Les Capitalismes en Guerre, De Briey à la Ruhr, par Rhillon 12  
L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine 12  
Pages d'histoires socialistes, par W. Tcherkessoff 12  
L'action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkine 12  
Les Incendiaires, par Eugène Vermesch 12  
L'anarchie et l'Eglise, par Elisée Reclus 12  
L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkine 12  
Ce que veulent les Anarchistes, par G. Thonard 12  
A bas les chefs, par J. Dejancques 12  
Les Trois Complices, par René Chaughli 12  
Les propos subversifs de Sébastien Faure : La Fausse Rédemption, La Dictature de la Bourgeoisie, La Pourriture parlementaire, Leur Patrie, La Morale officielle... et l'Autre, La Femme, L'Enfant, Les Familles nombreuses, Les Métiers Haisables, Les forces de la Révolution, Le Chamberlandement, La véritable Rédemption, chaque brochure 0 fr. 60.

## BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine 12  
Le Saliariat, par Kropotkine (suivi de A Mon Frère le Paysan, par Elisée Reclus) 12  
Anarchisme et Coopération, par Georges Bastier 12  
La Liberté individuelle, par Edouard Rothen 12  
Les Prisons, par Pierre Kropotkine 12  
Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Grieff 12  
Francisco Ferrer, Anarchiste 12  
Propos d'Educateurs, par Sébastien Faure 12  
La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure 12  
L'Orateur Populaire, les sources de l'éloquence, on devient orateur, conseils aux jeunes, par Sébastien Faure 12  
L'anarchie dans l'Evolution Socialiste, par P. Kropotkine 12  
L'Organisation de la vindicte appelée Justice, par P. Kropotkine 12  
Réponses aux paroles d'une croyante, par S. Faure 12

## Messali est arrêté

Messali Hadj, militant algérien, connu de la classe ouvrière nord-africaine pour son activité inlassable et son dévouement au profit des travailleurs coloniaux, vient d'être arrêté à nouveau, ainsi que cinq autres propagandistes, à Alger.

Ce camarade, animateur de l'« Etoile Nord-Africaine », n'a pas cessé d'être persécuté et brimé par les gouvernements français qui se sont succédés, qu'ils fussent d'Union Nationale ou de Front Populaire.

Régulièrement perquisitionné, poursuivi, arrêté, Messali n'a pas cessé sa lutte pour l'émancipation des travailleurs algériens.

Son indépendance vis-à-vis des communistes — ce furent eux qui exigèrent la dissolution de l'« Etoile » — lui vaut aujourd'hui d'être traité de fasciste.

« Le souffle publicain » devait nettoyer l'administration française. Pratiquement les fonctionnaires fascistes restent tout-puissants, les prolétaires nord-africains sont assassinés, leurs militants sont emprisonnés.

La libération des militants coloniaux comme l'émancipation des ouvriers des colonies dépend avant toute chose de la solidarité des organisations ouvrières de la métropole.

## LA VIE DE L'U.A.

## COMMISSION ADMINISTRATIVE. — Réunion

lundi 13 septembre.

C. I. DE LA FEDERATION. — Réunion samedi 11 septembre, à 20 h. 30, au local du Libéraire. Tous les groupes devront être présents.

II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> arr. — Tous les jeudis à 21 h., 44, rue des Archives.

V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> arr. — Tous les mercredis à 20 h. 30, salle Artagnan, 22, rue Broca.

IX<sup>e</sup>. — Réunion le lundi 13 septembre, à 21 h., « Ap Cadet », rue Cadet. Présence de tous indispensables.

XIII<sup>e</sup> arr. — Dans sa dernière réunion, d'importantes décisions ont été prises, pour la bonne marche du Groupe. Un appel est fait à tous les camarades et sympathisants pour qu'ils viennent nombreux nous rejoindre. En attendant notre local, nos réunions ont lieu tous les mardis, 22, rue des Gobelins, à 20 h. 30.

XIV<sup>e</sup> arr. — Tous les vendredis, à 21 h., au café « Parpillon », 36, rue de Vanves.

XV<sup>e</sup> arr. — Tous les vendredis, à 21 h., chez Orcl, 117, rue Saint-Charles.

XVI<sup>e</sup> arr. Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 20 h. 30, chez Cuvilliez, 50, avenue des Moulineaux, à Billancourt.

XVII<sup>e</sup> arr. St-Ouen. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 3, rue des Appennins.

XVIII<sup>e</sup> arr. Montmartre. — Tous les mercredis à 21 heures aux « Sans-Soucis », 100, rue Ordener.

XVIII<sup>e</sup> arr. Chapelle Goutte d'Or. — Réunion tous les vendredis à 21 h., « Au Petit Trou », 83, rue de la Chapelle.

XIX<sup>e</sup> arr. — Jeudi 9 septembre, à 21 h., salle de la Choche.

XX<sup>e</sup> arr. — Tous les mercredis, chez Lejeune, 67, rue de Ménilmontant (1<sup>er</sup> étage).

Groupe Intercommunal Banlieue-Sud. — Samedi 11 septembre, à 20 h. 30, mairie de Biccourt, salle du bas. Tous les camarades devront être présents.

Asnières. — Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, 1, rue de Metz, au coin de la rue du Mesnil, vente du « Libéraire » le jeudi et le vendredi au Bourguignon, le dimanche au marché des 4-Routes.

Bagneux. — Tous les lundis, à 20 h. 30, café Veron, 150, rue Aristide Briand, à Bagneux.

Bagnole. — Tous les vendredis, réunion du sympathisants.

Blanc-Mesnil. — Tous les lundis, 20 h. 30, salle Auguste, 11, avenue des Lilas. « Le Libéraire » est en vente chez le dépositaire, avenue Henri-Barbuse.

Bobigny. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> vendredis de chaque mois, salle Costes-Bougnat, à 20 h. 30, 42, avenue Edouard-Vaillant.

Bondy. — Tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis du mois, 13, allée Denise.

Champigny. — Le « Libéraire » est en vente Maison Gaignon, à côté de la Mairie.

Clamart. — Le « Libéraire » est en vente au Café Goubert, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Clichy. — Réunions tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> lundis de chaque mois, à 20 h. 30, au 92, rue de Paris.

Colombes. — Permanence au Groupe d'Etudes Sociales, 5, av. Kreissler (rue de la Reine-Henriette). Tous les samedis après-midi.

Courbevoie-La-Garenne. — Réunion vendredi 10 septembre, à 20 h. 30, chez François, 7, avenue Marceau, à Courbevoie.

Ermont. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> lundis de chaque mois, à 9 heures, 135 bis, rue de la Gare, au fond de la cour, à droite.

Gennevilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

Hay-les-Roses. — Samedi 18 septembre, à 20 heures 30, Maison Commune, 19, rue de Villejuif.

Ivry. — Réunion tous les lundis au Lion d'Or, 24, av. de la République, Ivry.

Livry-Gargan. — Réunion au siège, 44, allée Montgolfier, à 20 h. 30. Présence de deux camarades revenant d'Espagne.

Maisons-Alfort. — Jeudi 9 septembre, à 20 heures 30, chez Moureau, à Alfortville. Tous les copains devront être présents, ordre du jour important.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis de chaque mois, au café du Siècle, maison Pige, face à la mairie.

Palaiseau. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis de chaque mois, local habituel.

Pré Saint-Gervais. — Pendant les vacances le groupe se réunit deux fois par mois.

Puteaux-Neuilly. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, Salle Municipale, rue Roque-de-Fillol.

Sarcelles, Saint-Brice. — Un groupe de l'U. A. est constitué. S'adresser à Louis Legros, 8, rue de Chauffour, à Sarcelles.

Sartroville. — Tous les dimanches, les camarades anarchistes de Sartroville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libéraire » et du « Combat syndicaliste », au marché, à partir de 9 heures, près de la gare.

Sainte-Geneviève-des-Bois. — Le « Libéraire » est en vente chez Couyères, libraire, 77, avenue de la Gare, et chez Maurice, cafetier, 2, avenue de la Gare.

Savigny-sur-Orge. — Tous les militants et sympathisants de la région peuvent s'adresser à Prado, 1, rue des Vergers, à Savigny-sur-Orge.

Stains. — Le groupe se réunit tous les mardis à 20 h. 30, chez Frédo, boulevard Maxime-Gorki.

Suresnes. — Les réunions du groupe ont lieu tous les mercredis à 20 h. 30, au Balcon des Iles, 19, quai Gallieni.

Valenton. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle du Château.

Versailles. — Tous les jeudis, à 21 h., au café de la Grande-Fontaine, 63, rue de la Paroisse, Versailles.

Vert-Galant, Villepinte, Villeparisis. — Permanence tous les dimanches, à 11 h., café Dumat, avenue de la Gare, Vert-Galant, café Rochard, avenue de la Gare à Villeparisis.

Villeparisis. — Réunion tous les 3<sup>e</sup> samedis de chaque mois, au Café Rochard, avenue de la Gare, à Villeparisis. Permanence tous les dimanches, à la même adresse.

Villeneuve-Saint-Georges. — Réunion tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis du mois à 21 h., chez Calloch, café-restaurant, avenue Carnot.

Aimargues. — A la Maison du Peuple, tous les premiers vendredis du mois.

Les jeunes camarades sont invités aux réunions des Jeunesses syndicales révolutionnaires ou le meilleur accueil leur sera réservé.

Alençon. — Un groupe d'Etudes Sociales est en formation. Il fait appel aux libertaires et sympathisants habitant la région. Ecrire à Kiebert Duval, 100, rue des Tirons.

Als. — Les camarades désirant adhérer doivent s'adresser à Paul Lavaur, 9, rue de la Cavalerie. Le « Libéraire » est en vente à la Librairie du « Petit Marseillais », 4, rue Boulevard, et dans tous les kiosques de la ville.

Amiens. — Le groupe se réunit tous les mercredis à 20 h. 30, salle de l'Union Coopérative, 52, rue de Beauvais. Le « Libéraire » est en vente chez Grevin, 2, rue Vascosan.

Anancy. — Tous les mercredis, à 8 h. 30, café du Globe, au 1, rue de la Filaterie.

Aries. — On trouve le « Libéraire » chez Deschamps, marchand de journaux, boulevard des Lices.

Avignon. — On trouve le « Libéraire » à la librairie populaire, boulevard Saint-Roch, chez Callot, rue Bonnetterie, rue des Lices, au tabac, Bourse du Travail, place Pic (kiosque).

Brest. — Les réunions du groupe ont lieu les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis de chaque mois à la Maison du Peuple. Les lecteurs du « Lib » sont cordialement invités. Le « Lib



**A l'offensive patronale,  
les travailleurs répondent  
par la grève  
et l'occupation des usines.  
Si le capitalisme a oublié  
les grèves de juin,  
les travailleurs doivent  
s'en souvenir.**

## Perte des 40 heures ou rebondissement des occupations ?

Telle est la question que pose actuellement la situation syndicale. D'une part le prolétariat a récolté une série de défaites ou de semi-défaites : grève des coiffeurs, grève des hôteliers, grève des abattoirs. Les bonzes profitent de ce découragement pour arrêter complètement les luttes ouvrières. Les militants syndicaux pris entièrement par l'intérêt des mesures du C. C. N. relatives à la lutte des tendances, n'ont pas assez attaché d'attention au piège tendu lors de ces assises sous la forme de la fameuse enquête sur la production. Il est vrai que la pilule était bien enveloppée. D'après la bonzo-cratie il s'agissait simplement de démontrer que les travailleurs n'étaient pas des fainéants et que la production n'avait pas baissé. Aujourd'hui, un nouveau camouflage s'ajoute au précédent : il s'agit de montrer que seule la nationalisation peut sauver le rendement.

La vérité est tout autre et c'est le « général » Léon Jouhaux qui la découvre dans son discours de Rouen : le C. C. N. a demandé elle-même cette enquête, dit-il, elle s'engage à en accepter les résultats, malgré que ses chefs sachent parfaitement qu'il n'y aura dans la commission qu'une minorité infime de représentants ouvriers (chinois parmi les bonzes) ; ceux-ci seront noyés parmi les hauts fonctionnaires des ministères et les envoyés des patrons ; mais plus encore, Jouhaux prévoit dès maintenant des cas de ralentissement regrettables ; aussi lui et ses collègues en bureaucratie acceptent-ils de présent que des mesures soient prises dans l'esprit d'un « intérêt général ». La voilà, la fameuse formule lachée. Le patronat joue sur du velours. L'état-major ouvrier le prévient qu'il peut demander des dérogations. Elles lui sont acquies d'avance. Et c'est ainsi que petit à petit, la réaction grignote la loi des 40 heures. Appliquant les conseils des bureaucrates syndicaux, elle se gardera bien de la biffer d'un trait de plume ; mais pas à pas invoquant tantôt la « défense nationale », tantôt l'« intérêt général », de dérogation en dérogation la loi des 40 heures deviendra inopérante. Il est étonnant d'ailleurs de voir combien la corruption morale des bureaucrates gangrène facilement la masse des syndiqués nouveaux parmi lesquels aucune éducation syndicale n'a été faite. N'aurait-on pas vu aux Forges de Saint-Chamond, dans cette forteresse stalinienne, les ouvriers accepter volontairement de faire des heures supplémentaires, prétextant que la C. G. T. elle-même encourageait à en faire pour la défense nationale. Et pourtant...

Et pourtant dans les industries où les minorités syndicales ont tenu bon la pilule des bonzes n'est pas avalée si facilement. Ainsi dans la Loire les mineurs ont fait dire expressément à leur délégué au Conseil National qu'ils n'admettaient pas les journées de dérogation. C'est une grande ferme dans les puits ; au point que probablement les compagnies devront bien reculer devant la volonté ferme des mineurs.

Mais il n'y a pas que chez les mineurs ; dans la Loire encore avec quelle joie les types ont-ils entendu, enfin ! un dirigeant syndical parler un vrai langage d'ouvrier ; le patronat avait usé d'un autre chemin détourné ; il avait tenté d'appliquer à cette industrie des décrets de répartition de jours fériés, invoquant l'autorité du gouvernement de Front Populaire. Il fallait que Liochon (oui, Liochon) rappelle cette vérité qu'on n'avait jamais vu de gendarmes faire appliquer les lois ouvrières et que c'était aux travailleurs eux-mêmes de les faire respecter. C'est encore dans le Livre, mais cette fois dans la région parisienne, que le bureau syndical interdit ferme les heures supplémentaires.

Mais chez les métaux eux-mêmes la tutelle collaborationniste exercée par les chefs stalinien est secouée. Malgré le frein des bonzes, les ouvriers de Simca-Fiat sont partis en grève outre des licenciements et des diminutions de salaires. Ils ont à se battre contre une direction dure : le gaz, l'électricité, l'eau même ont été coupés à l'usine qu'ils occupent. Mais le danger le plus grand qui les menace est bien celui qui se manifeste dans le communiqué du bonze Doury, craignant que les formes de ce mouvement ne soient exploitées contre les élections cantonales si proches.

Métallistes de la Simca, méfiez-vous et ouvrez l'œil ; ne capitez pas pour faire plaisir à quelque candidat député.

N. LENOIR.

### EN ALSACE-LORRAINE

En Alsace, il ne manque pas de propagande à faire, non seulement sur le terrain syndical, mais aussi pour dégager le prolétariat de l'emprise cléricale.

Ici, le clergé, protégé par le Capital, a tous les atouts contre l'ouvrier. L'employé qui paye qui ne veut pas se soumettre au régime de compression capitaliste. La sécurité dans le travail dépend en grande partie de ces préceptes de résignation, qui ont pour tâche de maintenir le peuple dans l'ignorance et qui règnent en maîtres dans la plupart des institutions publiques, sous le Gouvernement laïc du Front populaire.

Aussi, le grand patronat a-t-il la partie belle pour perpétuer le régime d'exploitation et de misère qui sévit dans cette contrée si productive. Propriétaire et employeur à la fois, quiconque ose relever la tête est liquidé à bref délai et réduit à abandonner la région... si ses moyens le lui permettent.

Inutile d'indiquer que les conventions collectives locales, quand elles existent, ne correspondent aucunement aux droits inclus dans la nouvelle législation, ni aux besoins matériels des ouvriers. Si l'on tient compte que le coût de la vie est égal à celui de la Région parisienne, on peut juger de la situation enviable des travailleurs aux salaires suivants : Tourneur-outilleur, 6 fr. 25 ; tourneur, 5 fr. 75 ; mouleur sur sable et modèle, 6 fr. 15 ; manœuvre gros travaux, 4 fr. 50 ; manœuvre tous travaux, 4 fr. 25 ; maçon, briquetier et autres, 5 fr. 50 à 6 fr. ; aide-maçon, 4 fr. 50 ; imprimeur sur tissus et divers, 4 fr. 75 ; lisseur, 4 fr. 50. Le reste à l'avenant.

Bien entendu, les politiciens en quête de mandat savent composer avec les directeurs de conscience cléricaux.

A l'instar de Frachon, le camarade Duclos, en tournée à Strasbourg, n'a pas manqué com-

## Contre l'offensive capitaliste, un seul mot d'ordre : CLASSE CONTRE CLASSE

Juin 1937. Exposition. Renouveau des conventions collectives. Pour ne pas être — soi-disant — responsable de troubles pouvant surgir pendant ces discussions, et être préjudiciables à l'Exposition, la C.G.T. accepte — ou provoque — la reconduction.

Bien entendu, — pour donner satisfaction aux opposants, et montrer qu'ils sont toujours un peu là pour la défense des intérêts de la classe ouvrière — les dirigeants confédéraux, fédéraux, syndicaux lient la reconduction à l'octroi de certaines garanties, dont la principale est le vote d'une loi donnant des apaisements en matière d'embauchage et de débouchage.

Septembre 1937. L'Exposition est un triomphe du Front Populaire. Rien n'a pu troubler son succès, pas plus les plaintes des Espagnols de Bilbao que celles des Chinois de Shanghai, pas plus les cadavres des mineurs de Metlaoui que ceux des « asséchés » de Meknés.

La reconduction est chose faite. Des garanties demandées il n'est plus — il n'a même jamais été — question. Le patronat — qui n'a accepté la reconduction que pour terminer la mise au point de son plan d'attaque contre la classe ouvrière — entend en profiter.

Déjà, il s'est attaqué à plusieurs corporations, celles, où les employés étant plus dispersés, la

défense est plus difficile (H. C. R. B., coiffeurs, alimentation). Les succès remportés ne sont pour lui que des hors-d'œuvre et lui ont aiguisé les dents. Et, d'embellie, il s'attaque au gros morceau : la métallurgie. S'il peut avoir la métallurgie, le reste sera facile. L'essai se fait sur la S. I. M. C. A. Du résultat de la lutte engagée à la S. I. M. C. A., dépend le sort des conventions collectives. Le patronat espère avoir gain de cause. Erreur. Nous lui briserons les dents. Car il ne s'agit pas seulement d'une lutte entre les ouvriers et les administrateurs de la S. I. M. C. A. Derrière ces administrateurs, il y a le Comité des Forges, la Confédération générale du Patronat français, le capitalisme et le fascisme international, qui veulent faire échec aux grèves « sur le tas », car ils en craignent les répercussions.

Derrière les ouvriers révoltés de la S.I.M.C.A. doivent se trouver la C.G.T., la Fédération des Métaux, et, principalement, le syndicat des Métaux de la R.P.

La naissance du conflit ? Comme tous les autres. Le patronat déplace des ouvriers, des délégués, fait récupérer, envoie à la pêche, et quand les ouvriers résistent à ces provocations, il licencie. Quelquefois, les ouvriers se contentent de maigrir, et s'inclinent. Ils sont alors mûrs pour toutes les servitudes.

Ce n'est pas le cas des camarades de la S.I.M.C.A. Ils occupent l'usine. Il faut, pour eux, pour nous, que cette occupation ne se termine qu'avec leur complète victoire.

Ils luttent pour eux, ils luttent pour nous. Ils luttent pour la collectivité. Si nous ne pouvons pas les remplacer dans l'usine, nous avons le devoir de veiller à ce qu'ils soient soutenus, eux et leurs familles.

Il ne suffit pas de les assurer de la solidarité ouvrière, il faut que cette solidarité se manifeste moralement et matériellement.

Les prochaines luttes, l'amélioration des conventions collectives dépendent peut-être de la bataille engagée à la S.I.M.C.A.

Les vacances sont terminées. Tous les ouvriers ont repris le collier. Cette semaine va voir se tenir de nombreuses réunions d'usines. Partout, il faut mettre à l'ordre du jour : « Aide à la S.I.M.C.A. et aux usines qui vont entrer dans la lutte ».

Le patronat attaque. Nous devons répondre en reprenant un vieux mot d'ordre qui avait sa valeur : « Classe contre classe ». Si nous savons l'appliquer, le capital est battu d'avance.

GAM.

## Dans les boîtes et sur les chantiers

### AUX ETABLISSEMENTS BROSSETTE ET FILS, A MARSEILLE

Le directeur de cette maison, M. Derbessy, pour ne pas le nommer, membre influent du P.S.F., ne peut dénier que le personnel sous ses ordres (bureaux et magasins), syndiqué en totalité depuis juin 1936, ait déjà soutenu trois grèves avec succès, et qu'il soit ainsi contraint de discuter d'égal à égal, avec les délégués du personnel.

Ayant suffisamment d'influence sur M. Alfred Brossette, il a manœuvré si bien celui-ci, qu'il a pris la décision de supprimer — sous prétexte d'économies — le camion Benoit-Désès de 6 tonnes et de l'envoyer à la maison de Lyon.

Comme par hasard, le chauffeur de ce véhicule, c'est Rognon, notre délégué titulaire des magasins.

Brutalement, on enlève ce camion à la maison de Marseille, ce qui permet de supprimer l'emploi et on élimine un excellent camarade, actif, redouté non seulement par les délégués, mais par les directeurs des maisons similaires, pour son travail infatigable sur les chantiers et même au sein des commissions paritaires ; on aime assez peu dans ces milieux, les gens d'action directe.

Le travail lui-même en souffrira ; on sera contraint de donner les travaux à faire à des entrepreneurs de camionnage ; cela coûtera plus cher, mais par cette manœuvre, on cherche à intimider les autres camarades, pour qu'ils hésitent à se faire leur porte-parole auprès de la direction. Et puis, qu'importent les intérêts de la maison Brossette, pourvu que notre directeur arrive à ses buts politiques.

Mais notre syndicat n'aurait-il pas son mot à dire ? Va-t-il laisser se créer un précédent ?

### CHEZ LAVALLETTE

On ne peut pas contester la bonne volonté des délégués d'atelier de chez Lavallette. Le malheur pour eux c'est que nos dirigeants syndicaux font tout ce qu'ils peuvent pour enrayer leur action sous le prétexte, un peu usé, de ne pas répondre aux provocations patronales.

Exemple : sous prétexte de manque de travail, 60 ouvriers recavaient, vendredi dernier, avis de licenciement par la direction.

Or, des renseignements, puisés aux meilleures sources nous apprennent que de nombreuses commandes d'Allemagne venaient d'être faites.

Fort de ces indications, tous les ouvriers convenaient de cesser le travail lundi après-midi et occupaient l'usine pour protester contre la manœuvre patronale, tandis que les délégués intervenaient pour proposer la diminution du temps de travail, afin de conserver les camarades licenciés, faute de quoi la grève continuait jusqu'à satisfaction.

Gros émoi à la direction syndicale qui dépêcha Doury et Timbaud qui s'employèrent, hélas, avec succès, à faire reprendre le travail par des promesses de pourboires qui ne seront qu'une duperie de plus si les travailleurs n'y prennent garde.

Les ouvriers de chez Lavallette doivent exiger une réponse favorable avant la fin de la semaine et se préparer à l'action directe en cas de refus, sinon ils seront victimes une fois de plus.

Nesty.

### CHEZ BRANDT A CHATILLON

#### Réponse à une saleté

Dans l'« Aube Nouvelle » journal stalinien et conformiste du 21 août un roquet imbécile recommence à injurier les « anars-syndicalistes » et à nous représenter comme les seuls ennemis du peuple... les agents des patrons, etc.

Les ouvriers et ouvrières commencent à com-

mencer l'Union de la Nation française en fraternisant avec les calotins de l'endroit.

Une minorité de syndicalistes commence à se former cependant pour faire réagir la classe ouvrière contre les combinards qui entretiennent son asservissement. Résermons nos liens avec ces courageux camarades qui luttent dans des conditions particulièrement difficiles et apportons leur tout l'appui qu'ils ont en droit d'attendre de nous.

Fritsch.

prendre... et à savoir de quels côtés sont les mouchards et les ennemis du peuple. Nous ne citerons pour l'instant que quelques exemples : 1° Qui ou non, un délégué, membre du P. C., a-t-elle fait un rapport à la direction contre des femmes qui, d'après elle, allaient se maquiller quelques minutes avant l'heure ? 2° Qui ou non, a-t-elle mouchardé un chef parce que celui-ci réparait le talon de soulier qu'une ouvrière avait cassé ? 3° Ceux qui se mettent au garde-à-vous devant le Colonel, le petit doigt à la ceinture du pantalon sont-ils qualifiés pour donner des leçons de dignité ? 4° Quels sont ceux qui ont fait des rapports à la direction contre le cumul parce que des ouvriers bricolent chez eux ou chez un copain ? 5° De quels côtés sont les mouchards et les calomnieux ? Répondez, apportez des preuves.

Quant à nous Libertaires, nous ne sommes pas mûrs pour laisser s'instaurer des mœurs importées de Russie, accouchées par le « chef bien-aimé et génial Staline » ; jamais nous n'accepterons la liberté à sens unique.

Il est des procédés que nous n'emploierons jamais ; il y a d'autres moyens pour lutter contre un chef, si celui-ci est partial.

Bref, les chiens aboient, la vérité sort de la nuit et démasque les véritables ennemis du peuple : tous les fascistes noirs ou rouges.

## LA VOIX DES CHOMEURS

### LES DERNIERS DECRETS

Les pouvoirs extraordinaires donnés par l'Assemblée législative de bavards au quartier de prestidigitateurs chargés d'amuser le peuple pendant les vacances parlementaires touchent à leur fin. Aussi bien était-il nécessaire de réunir le Conseil de la Couronne sous la présidence de Sa Majesté Albert 1<sup>er</sup>, revenu de sa résidence estivale de Mercy-le-Haut afin d'édicter les nouveaux décrets qui couillonneront une fois de plus encore ces manants d'électeurs.

On organise donc la hausse du prix du pain en réglementant la cherté croissante du blé. On accorde de petits avantages aux rentiers et aux propriétaires quitta à les leur reprendre indirectement. Quant aux chômeurs et aux vieux travailleurs, il n'en n'est pas question et cela vaut mieux. On les considère comme des parasites qui pèsent lourdement sur les dépenses publiques et il ne doit rien être fait pour assurer leur conservation.

Il apparaît que les dirigeants des organisations de chômeurs et de vieux travailleurs sont pleinement d'accord avec ce programme puisqu'ils se contentent de composer des tracts en récupérant de vieux clichés utilisés au cours des innombrables meetings organisés en collaboration avec les farceurs des partis politiques et de l'Union des Syndicats de Seine. Les organisations de vieux travailleurs placées sous le patronage de St-Etienne ont été créées et fonctionnent à l'image des comités de chômeurs. Elles ont, en son temps, adressé une « supplique » aux nobles et puissants seigneurs du bienveillantisme afin de solliciter leur haute bienveillance et d'implorer leur pitié. Les vieux travailleurs habitués depuis leur jeune âge à se mettre à plat ventre devant la puissance patronale continuent donc à ramper jusqu'au bord de la tombe pour qu'on leur fasse la misérable croûte destinée à les empêcher de crever trop vite.

On aurait pu penser que ceux qui réclament de semblables « suppliques » se contenteraient de les faire parvenir à qui de droit pour leur compte personnel tant ils sont libres de prendre leur plaisir à lâcher les boîtes ou le derrière de leurs maîtres. Cela leur a semblé insuffisant. Ils ont non seulement associé à leur action une foule de pauvres types qui ne se sont pas rendu compte de ce qu'on leur a fait faire, mais ils ont tenu à rendre public par une affiche cet acte de basse soumission au parlementarisme et au gouvernement. Ceux-ci ne leur donneront que des discours étant absolument incapables d'autre chose. Les gouvernants n'ont que faire de leurs jérémiades !

Les chômeurs et les vieux travailleurs peuvent grouper des centaines de mille d'individus qui n'ont plus rien à perdre qu'une vie misérable chaque jour plus lourde. Leur seul espoir est de se débarrasser de leur existence. Ils ont donc entre leurs mains, à eux de faire l'action nécessaire ! Ce n'est pas par des affiches, des tracts, des meetings et des délégations qu'ils obtiendront satisfaction.

H. GUEFFROY

## La question syndicale aux Etats-Unis

A l'occasion de nouvelles luttes ouvrières le conflit entre l'A.F.L. (Fédération Américaine du Travail) et le C.I.O. (Comité pour l'Organisation Industrielle) rebondit.

Lorsque l'A.F.L. adhéra à la F.S.I., celle-ci déclara « qu'elle serait heureuse d'employer toute son influence » pour unifier le mouvement syndical. Jusqu'à la situation n'a pas évolué.

Un député notoire du Michigan essaya de réunifier l'A.F.L. et le C.I.O. W. Green, le président de l'A.F.L. répondit que depuis des mois son organisation était disposée à négocier avec le C.I.O., mais que jusqu'à présent le groupe Lewis s'est refusé catégoriquement à se rencontrer avec le comité de l'A.F.L.

On sait quelle est la tendance de l'A.F.L. Organisation réformiste au dernier degré, elle n'a jamais mené une lutte syndicale proprement dite. La Fédération des Employés de Bureau déclarait qu'elle « n'avait jamais eu à regretter un soutien trop énergique de la part de l'A.F.L. » et a en conséquence rompu toutes relations avec elle. Aussi à l'occasion des grèves de la General Motors, bien des espoirs étaient nés devant cette méthode d'action directe, malgré toutes les réserves faites au sujet de l'asservissement du C.I.O. au gouvernement Roosevelt. La réalité est en effet peu réjouissante. La revue anarcho-syndicaliste « Vanguard » nous apprend :

« Les grèves de la General Motors furent provoquées par l'action des ouvriers dans les usines. Une vague de grèves des bras croisés s'étendit à l'industrie tout entière et les dirigeants du syndicat de l'automobile furent forcés de suivre le mouvement à cause de l'énorme pression des masses. Après une période de lutte intense la grève fut arrêtée. Les officiels du syndicat se concertèrent avec les gros bonnets du trust de l'Auto et la grève fut arrêtée. »

A propos de la grève chez Chrysler, Lewis traite avec M. Grace de la Compagnie de l'Acier sans consulter et sans rendre compte aux ouvriers.

Toute la souveraineté dans le C.I.O. réside dans les mains de Lewis et de ses assesseurs. Ce sont eux qui déclenchent et arrêtent les grèves, signent les contrats, contrôlent les cotisations, désignent les responsables sans consulter qui que ce soit.

Pour le C.I.O. la solidarité n'existe pas. Ainsi le Syndicat de l'Acier refusa d'engager une grève générale de ses adhérents dans le but d'amener à merci les indépendants pendant la grève de l'U.S. Steel.

A noter d'autre part que chez la Fédération des Fonctionnaires adhérente au C.I.O. les grèves et le paquetage sont considérés comme une « violation des principes de l'organisation ».

Salon Green, président de l'A.F.L. « le parti communiste est le véritable directeur du C.I.O. ». Notons en effet que lorsque Lewis a essayé d'organiser le Syndicat Maritime il était assisté de M. Bridges et Curran, piliers du parti communiste.

Ainsi les travailleurs américains se trouvent obligés de choisir entre une centrale syndicale plus que réformiste et une autre où n'existe pas le principe même de démocratie. Espérons que les ouvriers qui ont inauguré l'action directe sauront continuer dans cette voie et qu'ils donneront une orientation plus révolutionnaire au syndicalisme en Amérique.

### CERCLE SYNDICALISTE LUTTE DE CLASSE

Les camarades de Saint-Ouen et Saint-Denis désireux d'adhérer au Cercle syndicaliste Lutte de classe de cette région sont informés qu'une permanence se tient tous les jours, sauf le samedi, de 14 h. 45 à 13 heures, au Tabac, 2, avenue Michelet, à Saint-Ouen.

LE PREMIER DEVOIR  
DU MILITANT  
EST DE S'ABONNER  
AU « LIBERTAIRE »

## Nous ne laisserons pas toucher à nos victoires de juin 1936

Au nombre des décisions prises le 24 août par le Gouvernement, un décret institue auprès de la Présidence du Conseil un Comité chargé d'étudier les conditions actuelles de la production française, compte tenu de la législation en vigueur, de proposer toutes mesures propres à améliorer cette production, etc...

Les tâches du Comité seront réparties entre treize Comités d'industrie.

Cette décision correspond aux propositions faites par le dernier C.C.N. La résolution présentée au Gouvernement contenait le passage suivant :

« La C.G.T., qui ne cesse de demander à la classe ouvrière une production normale et constante, s'élève contre la campagne venimeuse qui accuse cette dernière de provoquer la diminution de la production... »

Il est d'ailleurs symptomatique que la presse réactionnaire a accueilli cette réalisation avec une satisfaction non déguisée, qui s'exprime dans les termes suivants : « La collaboration à laquelle le Gouvernement convie ouvriers et patrons doit permettre d'améliorer rapidement la production et de rendre au pays son équilibre et sa force. »

Les organisations patronales vont se poser à nous en victimes des nouvelles lois sociales ; augmentations des salaires, congés payés, 40 heures et, surtout, de l'intrusion des délégués ouvriers d'ateliers, du manque de commandes, manque de main-d'œuvre (alors qu'il y a encore un nombre important de chômeurs qualifiés), du manque de crédits pour moderniser leur outillage.

Nous savons tous le pourcentage que peuvent représenter les frais de main-d'œuvre, à l'heure actuelle, dans les prix de revient.

Il est peu probable, malgré tout, que les délégués patronaux attaquent très fortement la question des salaires actuels, car, sur ce point, la réplique est vraiment trop facile.

L'augmentation du coût de la vie ayant largement dépassé celle des salaires, qui se trouvent, de ce fait, plus inférieurs qu'ils ne l'étaient avant les mouvements de juin 1936.

Mais où l'attaque se fera surtout sentir, c'est sur la question des délégués ; il y a de grandes chances pour que les pouvoirs des délégués, déjà fortement contestés ou même diminués par les récentes décisions d'arbitrages, ne le soient encore plus par les décisions de ce Comité.

C'est un des points sur lesquels la contre-offensive patronale a porté ses plus grands efforts.

Avant juin 1936, dans certaines industries où sévissait le chômage, on était arrivé, par la menace du renvoi immédiat, à payer des salaires dérisoires et à obtenir de la main-d'œuvre un taux de surproduction encore jamais atteint. La reconnaissance des délégués a, dans une certaine limite, mis un frein à cette surproduction.

Un autre point sur lequel l'attaque doit porter également sera sur les 40 heures.

Les vieux militants se souviennent de quelle façon la journée de 8 heures, votée elle aussi sous la pression du prolétariat, fut sabotée trois ans après par divers décrets instituant des dérogations, pour arriver à ce résultat inévitable : impossibilité de contrôle des entreprises et violation totale de la loi, pour arriver à la journée de 9 et même 10 heures.

Il était inévitable qu'en 40 heures, un ouvrier ne pourrait produire le même travail qu'en 48 heures.

Nous, prolétaires, nous avons réclamé les 40 heures pour permettre l'embauchage de nombreux chômeurs. Or, si cette clause a été respectée en partie dans les services publics, elle ne l'a pas été dans l'industrie privée.

Dans notre esprit, l'application de cette revendication devait procurer un peu plus de bien-être à la classe ouvrière et rogner une petite partie des bénéfices des industriels. Elle a donné un résultat opposé, et la le Gouvernement a une grosse part de responsabilité, en faisant augmenter le coût de la vie, d'où diminution du pouvoir d'achat des travailleurs et difficultés encore plus grandes pour les chômeurs, dont l'allocation n'a pas suivi la hausse des salaires et encore moins celle des prix.

Le sabotage de la semaine de 40 heures a déjà commencé dans certaines industries (Mines, Coiffeurs, Métallurgie), par la tolérance des heures supplémentaires et la récupération des jours fériés ; dans les magasins de nouveautés et d'alimentation, par le roulement ; dans d'autres industries, elle ne fait qu'entrer en application et n'est pas encore appliquée, cela seize mois après avoir été votée.

Il y a, de la part du patronat, une volonté réfléchie de faire échec aux victoires de juin 1936.

Souhaitons que nos craintes ne se réalisent pas, mais c'est dans la mesure où tous les compagnons seront vigilants, ainsi que les responsables de nos organisations, que nous verrons nos conquêtes s'amplifier et se consolider tous les avantages acquis par notre action directe.

P. PETIT.  
Cimentier N° 015.490.

### SYNDICAT UNIFIE DES FROTTEURS-NETTOYEURS NETTOYEUSES DE LA REGION PARISIENNE

Frotteurs, nettoyeurs, nettoyeuses, prenez note que :

1° En raison des vacances habituelles, pas de réunions d'entretiens en septembre.

2° « La Tribune » ne paraîtra pas en septembre, les syndiqués la recevront dans la première huitaine d'octobre.

3° Trésorerie. Pour le paiement des cotisations s'adresser à la Bourse du Travail de 9 à 12 heures et de 14 à 17 heures, 4<sup>e</sup> étage, bureau 20.

Le jeudi 9 septembre, commission de « La Tribune », à 15 heures, au 8, avenue Mathurin-Moreau et conseil syndical extraordinaire à 16 heures. 20<sup>e</sup> convocation à paraître le 10 septembre. Au 8, avenue Mathurin-Moreau, commission de contrôle.